



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎01.48.92.44.44

# Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 18 décembre 2019

---

Le dix-huit décembre deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué le 11 décembre 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. et Mmes GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan (*jusqu'à 22h23*), MASSÉ Élodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, GRASSET-PRIAN Chantal, ZIEGELMEYER Laurent, BELLIER Carole, GAUSSENT François, JULLIAN Anne-Laure, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, OSTERMEYER Sushma, BRIENNON Jean-Marc, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, THIAM Moustapha, BARON Monique.

## **Étaient représentés :**

M. ROCHE Gabriel	mandat à Mme BRAHIMI Nadia
M. HERVY Patrick	mandat à M. ZIEGELMEYER Laurent
M. DUPUY Gilles	mandat à Mme DESPRES Catherine
Mme LEROY Sylvie	mandat à Mme JUHEL Françoise
Mme RIFFAUD Isabelle	mandat à M. BOIVIN Bernard
M. MELY Laurent	mandat à Mme MORO Christiane
Mme LEONCE Vanessa	mandat à M. AOUMMIS Hassan ( <i>départ à 22h23</i> )
M. AIT IDIR Jamil	mandat à M. DIGUET Patrice
Mme DITOPE-LINDOUME Emilienne	mandat à Mme ARNAUD Anne-Marie
M. PERYAGH Yves	mandat à Mme BARON Monique

**Étaient absents :** \_M. ID ELOUALI Ali, Mme SALIM Malika, M. AOUMMIS Hassan (*à partir de 22h23*),

**Secrétaire de séance :** M. THIAM Moustapha

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel .....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 13 novembre 2019.....	4
<b>DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ .....</b>	<b>5</b>
→ 1. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 6e versement .....	5
→ 2. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2019 .....	6
<b>URBANISME .....</b>	<b>11</b>
→ 3. Avis sur le projet de modification n° 5 du PLU sur le secteur de la ZAC du Port .....	11
→ 4. Approbation des conventions de détermination des conditions financières et patrimoniales du transfert de la ZAC du Port, de la ZAC des hautes bornes et de la ZAC du Docteur Roux .....	14
→ 5. Approbation du protocole opérationnel entre la commune, l'EPA ORSA et ICF La Sablière sur le secteur du Lugo .....	14
→ 6. Acquisition de la parcelle cadastrée AF 171 appartenant à ENGIE .....	16
<b>HABITAT .....</b>	<b>16</b>
→ 7. Approbation de la convention entre CDC HABITAT et la commune pour la mise à disposition d'un appartement du patrimoine social du bailleur pour le relogement temporaire d'un ménage suite à l'incendie dans le sous-sol de la copropriété sise 4, square A. France à Choisy-le-Roi.....	16
<b>RENOUVELLEMENT URBAIN .....</b>	<b>18</b>
→ 8. Quartier Sud : Approbation du projet de convention et autorisation de signer la convention avec l'ARS concernant la prise en compte de la santé et l'autonomie des personnes âgées dans le projet de renouvellement urbain .....	18
→ 9. Quartier Sud : Approbation du projet d'avenant au protocole de relogement des Navigateurs et autorisation de signer cet avenant.....	18
<b>FINANCES .....</b>	<b>20</b>
→ 10. Décision modificative n° 2 – budget principal – exercice 2019.....	20
→ 11. Décision modificative n° 1 – budget annexe des parkings – exercice 2019.....	21
→ 12. Subvention d'équilibre au budget annexe des Parkings 2019 .....	21
→ 13. Rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2020.....	21
<b>HYGIÈNE - SANTÉ .....</b>	<b>35</b>
→ 14. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une station de déshydratation des déblais et boues de forage des tronçons T2A et T3A de la ligne "15 sud" du Grand Paris express .....	35
→ 15. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une installation de fabrication de béton prêt à l'emploi.....	36

→ 16. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une unité de valorisation locale des biodéchets par microméthanisation containerisée .....	36
<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>36</b>
→ 17. Rapport d'activité 2018 du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) .....	36
→ 18. Transfert de la convention de rénovation des copropriétés à l'Établissement Public Territorial GOSB.....	37
<b>SPORTS.....</b>	<b>37</b>
→ 19. Approbation de la tarification des activités sportives au 1er janvier 2020 .....	37
<b>DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC .....</b>	<b>38</b>
→ 20. Approbation de la tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2020 .....	38
→ 21. Modification de la tarification du stationnement payant sur voirie : instauration d'une redevance spécifique pour les commerçants en zone 2. ....	40
<b>POPULATION .....</b>	<b>43</b>
→ 22. Rapport d'activité 2018 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP) .....	43
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>44</b>
→ 23. Adhésion à la convention de participation avec le CIG petite couronne pour le risque prévoyance/personnel communal.....	44
→ 24. Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	45
<b>BÂTIMENT .....</b>	<b>45</b>
→ 25. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Énergies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) pour l'année 2018 .....	45
→ 26. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) pour l'année 2018.....	45
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>45</b>
→ 27. Approbation de la convention entre le Centre National des Arts Plastiques et la commune de Choisy-le-Roi relative au dépôt d'œuvres et d'objets d'art appartenant à l'État inscrits sur l'inventaire du Fonds National d'Arts Contemporain .....	45
→ 28. Modification des statuts de la Régie Théâtre Paul Éluard .....	45
→ 29. Avis sur la demande de retrait de la commune d'Orly du Syndicat des communes de Choisy-le-Roi, Orly et Thiais pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes .....	46
→ 30. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales .....	46

*La séance est ouverte à 19 h 38 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Mesdames, Messieurs, vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Mme Vanessa Léonce étant absente, je vous propose que Moustapha Thiam assume cette responsabilité.

*(M. Moustapha Thiam est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

→ **Appel**

**M. le Maire :** Sans plus attendre, je passe la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services, pour procéder à l'appel nominal.

*(M<sup>me</sup> Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)*

→ **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 13 novembre 2019**

**M. le Maire :** Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 13 novembre dernier, y a-t-il des remarques ou des observations ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons.

Vous avez également reçu l'ordre du jour. Permettez-moi une remarque sur cet ordre du jour où vous avez pu remarquer un premier point qui était mentionné « sous réserve ». La réserve est levée puisque ce premier point ne sera pas à l'ordre du jour de ce Conseil municipal. Il s'agissait de l'installation d'un nouvel adjoint au maire en remplacement d'un élu démissionnaire. Peut-être, quelques éléments d'explication. J'ai reçu une lettre recommandée, le 15 novembre, m'informant de la démission de cet élu du Conseil municipal dès réception de ce courrier. Il mentionnait dans cette lettre, transmettre les éléments au Préfet. En effet, conformément à l'article L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la démission d'un adjoint doit être adressée au représentant de l'État dans le département. Elle est effective dès l'acceptation par le Préfet. Or, le Préfet n'a pas pu accepter cette démission puisqu'à ce jour il n'a toujours pas reçu de lettre recommandée de l'élu dit démissionnaire. Cela, malgré le fait que vous ayez pu voir, apercevoir, ou lire dans la presse, sur les murs, sur les réseaux sociaux, que cet élu était démissionnaire. Ceci étant, il prend un certain nombre de libertés avec le CGCT et nous ne pouvons pas le considérer comme démissionnaire. Il est toujours membre du Conseil municipal et c'est la raison pour laquelle son nom est inscrit sur un chevalet alors que sa place est vide. Je ne ferai pas d'autres commentaires. Personne ne peut s'arranger comme il le souhaite avec la loi. Des règles existent dans ce pays et lorsque nous souhaitons être en charge de certaines fonctions, il faut savoir les respecter.

Ainsi, ce premier point n'est plus à l'ordre du jour. Nous pouvons donc procéder à l'examen des 30 rapports et délibérations que nous aurons à instruire aujourd'hui. Je commence pour les premiers concernant le développement local et la citoyenneté.

## DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ

### → 1. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif – 6e versement

**M. le Maire :** C'est une répartition que nous connaissons bien puisqu'il s'agit du 6<sup>e</sup> versement aux associations locales pour la location d'un transport collectif. Madame la Présidente, y a-t-il eu des observations lors de la commission ?

**M<sup>me</sup> Arnaud :** Concernant la répartition de la subvention aux associations locales pour réservation d'un transport collectif, il s'agit de la 6<sup>e</sup> affectation de 600 €. Elle a été sollicitée par l'association les Amis de la Cité lors d'une sortie découverte des villes de Dreux et de Provins. Cette proposition a reçu un avis favorable à l'unanimité des présents à la commission qui s'est réunie le 3 décembre 2019.

**M. le Maire :** Pas de commentaires ? Madame Alirol.

**M<sup>me</sup> Alirol :** J'avais demandé lors d'une précédente commission pourquoi la rédaction de cette délibération avait changé. Au départ, cette subvention de 600 € devait faciliter des personnes sur Choisy-le-Roi qui sortent peu de fait de différents facteurs, dont la précarité. La destination semble avoir changé puisque nous nous retrouvons à donner à des associations qui ont déjà des subventions.

**M. le Maire :** Madame Benkahla.

**Mme Benkahla :** Bonjour à toutes et à tous. Il s'agit d'une troisième modalité d'octroi de ces subventions. Subvention au projet fonctionnement et la subvention aux transports. Il y a un certain nombre de critères. Cette subvention n'est pas octroyée uniquement à destination des publics fragilisés, c'était un critère retenu parmi d'autres. À savoir, la présentation d'un projet, l'accès à la culture, etc. Ces commissions sont des espaces d'échanges et le groupe a expliqué qu'il ne fallait pas que ce soit un critère déterminant au regard des autres critères. Ainsi, c'est ce qui a été retenu. C'est un des derniers critères qui peut être retenu lorsqu'il y a concurrence entre des demandes. Là ce n'est pas le cas, nous sommes à la 6<sup>e</sup> attribution, nous en avons dix dans l'année. Nous ne sommes pas confrontés à un surplus de demandes. C'est effectivement un des éléments qui peut peser sur la demande, mais ce n'est pas le critère en soi qui amènera à valider la demande de subvention. Chaque association reçoit cette information. Elle sait qu'elle peut faire une demande de subvention sur cette base. Un document est à renseigner sur lequel certaines informations doivent figurer à savoir la présentation du projet, le public concerné par cette subvention. Un public essentiellement Choisyen, c'est un critère prédominant. Enfin, le but est de permettre aux bénévoles d'accéder à une sortie culturelle, essentiellement. Le but est de favoriser les publics fragilisés, mais tous les publics qui ont affaire à des associations ne sont pas forcément fragilisés.

**M. le Maire :** Nous avons bien compris cet aspect multi critères, et ce qu'évoquait Mme Alirol est un des critères.

Bien, nous passons au vote. Unanimité, je vous remercie.

*La délibération n° 1 est adoptée à l'unanimité.*

## → 2. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, année 2019

**M. le Maire :** Ce rapport est très important et nous le regardons avec beaucoup d'intérêt sur notre commune. Je donne la parole à Élodie Massé.

**M<sup>me</sup> Massé :** Merci, Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les élus, je présente ce soir pour la dernière fois de ce mandat, et certainement pour un certain nombre d'années, le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Je ne dérogerai pas à la règle de rappeler que notre municipalité est engagée sur cette question depuis plusieurs années, et pour ma part, depuis plus de 11 ans. Je m'excuse par avance de la longueur des propos, mais j'ai souhaité retracer ces 11 années de mandat. Non pas dans l'objectif d'en faire un bilan, que cela ne soit pas mal interprété, mais dans l'optique qu'il soit un testament que je souhaiterais voir perdurer dans les années à venir.

Mon premier engagement a été auprès de Daniel DAVISSE, Maire honoraire, qui a été un Maire précurseur et j'ai déjà eu l'occasion de le dire et de le répéter chaque année. D'autant plus que sur cette question, il n'est pas naturel d'avoir dans les collectivités une délégation sur l'égalité femme/homme, et encore moins en 2008 lorsque nous commençons. Dès ce mandat, j'ai souhaité élargir cette problématique à un travail plus global sur la question de l'égalité. Nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives de sensibilisation, d'éducation, de changement des comportements, pour agir au plus près de la population, de ses réalités et des inégalités auxquelles les femmes se retrouvaient quotidiennement confrontées. Sans vous citer tous les chantiers mis en œuvre, je souhaite néanmoins mettre en exergue un souvenir et une fierté dans la réalisation de la fresque de l'école maternelle Cachin sur l'espace de récréation et la place occupée par les filles et les garçons. À mon avis, c'est à l'image de ces 11 années d'engagement sur l'égalité femme/homme puisque c'est la première petite graine à partir de l'école maternelle. Je devrais même dire à partir de la crèche parce que les personnels de ces structures ont été formés.

Ce travail s'est renforcé en 2014 avec le changement de dénomination, avec l'affirmation de Didier GUILLAUME sur la volonté de travailler la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'investir le champ intégral de ce sujet au niveau transversal dans toutes les politiques publiques. Il me semble important de le rappeler, car la question des violences faites aux femmes est malheureusement aujourd'hui encore une question majeure en France. À l'heure où je vous parle, plus de 140 femmes sont décédées depuis le début de l'année. Ce chiffre, bien évidemment, nous interpelle au quotidien et si je suis sûre d'un élément, c'est que ce chiffre ne baissera pas uniquement parce que le budget de l'égalité femme/homme sera augmenté, comme a pu le laisser entendre une certaine personnalité politique récemment. Ce n'est pas qu'une question financière. Ce chiffre baissera lorsque tous les maillons de la chaîne seront activés. À savoir, l'éducation, la culture, le logement, la police, la justice, l'ensemble des services et la société civile.

Rien ne justifie que l'on frappe ou que l'on tue une femme, nous en sommes toutes et tous convaincus. Pour autant, nous ne pouvons détricoter des siècles d'aliénation des femmes par la société patriarcale dans laquelle nous vivons. Nous nous efforçons de travailler en amont et en aval de ce mal qui ronge notre société. Évidemment, lorsque nous avons voulu empoigner ce sujet à Choisy-le-Roi, il est très vite apparu qu'il ne concernait pas uniquement les femmes victimes de violences de la part de leurs conjoints, mais qu'il s'agissait bien d'une accumulation de faits qui allaient au-delà de la personne physique et/ou de la victime. Ainsi, appréhender la question du droit des femmes uniquement par le prisme de la question des violences nous amenait à ne pas traiter fondamentalement la question de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais nous focalisait sur une seule partie du problème. Comme

nous le rappelons chaque année, à l'occasion de la présentation du rapport annuel, je crois que nous pouvons aussi - je m'autorise une petite digression - rendre hommage à la ministre Najat Vallaud-Belkacem et dire que la loi du 4 août 2014 a eu pour ambition d'impulser une nouvelle génération de droits. Les droits d'égalité réelle et concrète. Cette loi, porteuse de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité, pour la réaffirmation du droit à disposer de son corps, démontre la volonté du politique d'impliquer la société dans son ensemble. C'est aussi pour cela que l'article 61 prévoit que les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, présentent préalablement au débat sur le projet de budget un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Puisque je suis sur un testament, j'aimerais ce soir faire un vœu. Cet article a été élargi à l'État et peut-être que pour l'année prochaine vous arriverez à présenter un *gender budgeting*. C'est-à-dire, montrer que toutes les politiques publiques que nous mettons en place sur la collectivité ou sur d'autres structures, visent à réduire les inégalités et surtout ne sont pas accrues. En effet, mettre en place des politiques publiques, ce n'est pas toujours aussi évident que cela de dire que nous réduisons les inégalités entre les femmes et les hommes. Cet article nous met dans l'obligation de rendre compte du travail que nous menons tout au long de l'année. J'en profite pour remercier Christian Billotte, Catherine Adde-Martel, Odile Descharmes. J'aime à remercier cette dernière chaque année, elle est toujours présente, sur cette question et elle m'a accompagné durant mes deux mandats. Je souhaite également remercier Aminata Diawara, Kahina Yazid, Boris Rouabhi. Je souhaitais tous les remercier, cela n'a pas toujours été évident, c'est un combat en interne d'abord puis à l'extérieur pour faire en sorte que cette délégation prenne forme.

Nous avons concrétisé cette délégation par la signature de la charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes. Monsieur le Maire l'a signée le 15 novembre 2017, qui est aussi la date d'anniversaire du décès de Françoise Héritier. L'engagement que nous avons pris auprès des Choisyens et Choisyennes lors des élections de 2014 avait enfin été réalisé.

Le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour 2019 présente la situation au sein de notre collectivité pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Ce n'est pas toujours évident, bien sûr. J'ai repris l'ensemble des rapports que nous avons présenté chaque année et aujourd'hui, je vous présente le bilan. Certains points se sont améliorés, d'autres devront être retravaillés dans les prochaines années.

Les conditions générales d'emploi montrent que notre collectivité emploie sur des postes permanents 60 % de femmes contre 40 % d'hommes. Ce chiffre n'a pas bougé depuis quelques années. Néanmoins, nous observons que sur l'ensemble des trois catégories les femmes sont majoritaires puisque 71 % d'entre elles sont en catégorie A. C'est plus 5 % par rapport aux années précédentes. Je ne saurais comment l'expliquer, mais nous constatons que les femmes sont plus nombreuses en catégorie A que les années précédentes. En catégorie B, c'est 52 % donc 3 % de moins que les années précédentes. Pour autant, nous restons sur un équilibre puisque nous sommes à 52 contre 48. En catégorie C, 72 % (plus 12 %), je pense que ce n'est pas un très bon chiffre et qu'il faudra le suivre de près pour les prochaines années. Certaines filières sont encore aujourd'hui genrées, dans un sens comme dans l'autre. En effet, la filière médico-sociale est composée à 100 % de femmes. Nous n'avons toujours pas progressé sur cette filière, c'est certainement un des chantiers à suivre pour les prochaines années. En revanche, je tiens à souligner que la filière technique est passée de 79 % d'hommes en 2016 à 57 % aujourd'hui. Je pense que nous récoltons les

fruits du travail mené ces derniers mois. Ce chiffre est important, car nous arrivons à rééquilibrer sur cette filière et cela prouve qu'il est possible de tendre à une égalité lorsque tous les acteurs sont convaincus qu'un équilibre entre les femmes et les hommes a une valeur ajoutée dans les équipes et donc, dans le service rendu au public. 61 % des agents fonctionnaires sont des femmes contre 39 % d'hommes. 69 % des agents contractuels sur emploi permanent sont des femmes, contre 40 % d'hommes. Sur cette question, il appartient là aussi à la municipalité de regarder, que l'on soit un homme ou une femme, comment nous pouvons réduire la précarité qui va de pair avec un contrat de contractuel de la fonction publique territoriale. C'est parfois la double peine, et en tant qu'employeur majeur de la ville, nous nous devons d'être exemplaires.

Concernant l'âge des agents, nous ne sommes plus dans la même configuration que les collectivités de notre taille et de structure équivalente puisque l'âge moyen est de 46,4 ans pour les femmes, mais les hommes sont plus jeunes que sur l'ensemble de la petite couronne. Je ne tirerai pas de conclusion sur ces deux chiffres si ce n'est que la question du déroulement de carrière et la formation doivent être un axe important à ne pas négliger. Comme les années passées, nous notons une différence sur l'organisation du travail puisque les agents ayant choisi un temps partiel de droit et sur autorisation sont respectivement de 27 % et 73 %, dont 84 % de femmes. À noter qu'auparavant nous n'avions qu'un homme sur cette question d'organisation, ce qui nous amène à constater une amélioration sur cette prise en compte d'une possible organisation du travail. Nous sommes mieux placés que la moyenne de la petite couronne qui est à 92 %.

Concernant la formation des agents de la collectivité, en 2018 un plan de formation a été lancé auprès des agents travaillant au contact des plus jeunes. Cette formation a bénéficié aux agents du service petite enfance, aux ATSEM, à l'ensemble des animateurs du service enfance. Ce plan s'est poursuivi cette année avec le service jeunesse, sur lequel il faudra revenir. Il devrait continuer avec le service des sports, les centres sociaux et médiathèques. Sur ce sujet, je marque un point de vigilance. L'égalité ne pourra évoluer que si, et seulement si, tout le monde se sent partie prenante. Nous avons réuni au Royal des acteurs et des actrices de terrain sur la question de la place des femmes dans la ville, dans l'espace public. Si les services publics, l'urbanisme et bien d'autres services ne se sentent pas concernés au premier plan, nous pouvons toujours nous faire plaisir en invitant des personnalités à des tables rondes, j'avoue m'être fait plaisir sur ces tables rondes durant 11 ans, pour autant, nous ne changerons pas la ville si tout le monde ne s'implique pas. Je tiens à souligner que depuis mars 2018 un collectif d'agents s'est constitué. C'était inhérent à la signature de la charte européenne afin de poser un diagnostic le plus représentatif possible. Là aussi, je tiens à remercier l'ensemble des agents qui le constitue. Ils le font bénévolement. Ce collectif a permis de pointer du doigt des sujets qui n'étaient pas ou peu traités par la municipalité, notamment en matière de ressources humaines. Une journée de formation a été proposée en novembre sur la question : « Pourquoi se former à l'égalité et comment devenir ambassadeur ou ambassadrice de l'égalité femme/homme dans les services ? » Aussi, sur la question du sexisme au travail. Toujours dans l'optique de faire avancer la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et de faire évoluer les mentalités. J'ai toute confiance en ce collectif pour faire bouger les lignes sous la vigilance de notre DGS, Anne-Sophie Leclère, que je sais acquise à cette cause. En effet, elle a fait bouger beaucoup de choses en quelques mois et c'est important de le souligner.

Enfin, les rémunérations entre les femmes et les hommes sont référencées dans un tableau et nous pouvons noter des différences entre les femmes et les hommes malgré les grilles indiciaires. Ceci peut s'expliquer par rapport à la propension de femmes à temps partiel, une incidence sur leurs pensions de retraite. Elles prennent plus souvent un congé parental que les hommes, là aussi, une incidence sur leur déroulé de carrière. Les différences peuvent aussi venir des régimes indemnitaires. Être conscient de cela, c'est déjà une première étape,



mais je sais là aussi la vigilance de notre DGS sur cette question. La ville a été pionnière dans son orientation politique sur l'égalité entre les femmes et les hommes en donnant la priorité à la déconstruction des stéréotypes auprès du jeune public et en centrant son action sur les élèves de maternelle et de primaire, mais également, depuis quelques mois, sur les collèves. En effet, tout ce que nous avons mis en œuvre sur les maternelles et primaires se déploie sur les collèves. La question des préjugés que la société pouvait nous renvoyer s'inscrit dans une voie plus juste, garante d'une cohésion sociale et d'un collectif humaniste.

J'amène enfin un point de vigilance pour que cette question reste une mise en œuvre de politique publique d'égalité. Elle est toujours conditionnée par différents facteurs qui doivent être maintenus. La nomination d'un ou d'une élu(e) qui veille à l'intégration de l'égalité femme/homme dans les politiques conduites, la conception et le suivi de la mise en œuvre d'un plan d'action sur l'égalité femme/homme avec évidemment du temps et un agent qui travaille à cela. Puisque nous sommes en période de vœux, j'aimerais que cet agent soit à temps plein sur cette question. Actuellement, une chargée de mission y consacre une partie de son poste. Ensuite, l'existence d'un budget dédié. Certes, tel est le cas, mais si nous pouvions faire en sorte qu'il y ait une traçabilité dans toutes les lignes budgétaires par rapport au *gender budgeting*, un appui sur des cadres existants, nous l'avons déjà fait avec les réseaux locaux, avec le centre de ressources Hubertine Auclert, notamment, afin de disposer d'outils et d'apports méthodologiques. Vous savez que cette feuille de route ne peut se réaliser sans les femmes et les hommes qui travaillent au quotidien dans cette collectivité sous l'impulsion de la DGS et du Maire.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci Élodie Massé. Je n'emploierai pas le terme de testament, c'est une démarche de témoignage de ton engagement sur l'ensemble de ce mandat pour porter cette question ?

Y a-t-il des commentaires ? Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Je sais Élodie que vous agissez dans votre délégation sur le terrain, des films, des pièces de théâtre, pour montrer la situation de l'inégalité entre les femmes et les hommes. Pour autant, il ne suffit pas d'être inscrit au centre Hubertine Auclert. Je reçois beaucoup d'invitations pour m'y rendre et je n'ai rien contre, mais il faut aider les femmes qui subissent les violences, tant physiques que morales, sur le terrain. Croyez-moi, j'en compte beaucoup dans mon association. Il s'agit de faire des signalements, des prises en charge, il faut les suivre. Y compris dans la collectivité, cela doit être amélioré puisque vous dites, par exemple, qu'il faut tendre vers un recrutement non discriminatoire pour les femmes. Preuve qu'il en existe puisque vous écrivez cela. Il faut donc être vigilant.

Je termine en soulignant que dans l'EPT, deux tiers des vice-présidents sont des hommes. C'est tout ce que je voulais dire.

**M. le Maire :** Merci. Monsieur Laurent Ziegelmeyer.

**M. Ziegelmeyer :** Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. Quatre points pour souligner un certain nombre d'éléments important de ce rapport et deux éléments supplémentaires. D'abord, satisfaction que le budget du secteur international ait pu permettre certains éléments de cette politique en finançant l'adhésion à l'AFCCRE.

La deuxième, vous parliez Madame Baron, des femmes victimes de violences, nous pouvons tous nous féliciter de l'investissement de la ville pour la construction, notamment

sur le site de l'ancienne gendarmerie, de lieux pour les femmes en rupture d'hébergement. Nous savons très bien ce que cela signifie dans une majorité de cas.

Ensuite, deux éléments extraits du rapport. D'abord, sur la répartition entre la catégorie et la composition de notre Direction générale. Je ne sais pas comment cela est composé à l'EPT, je n'en suis pas membre, mais force est de constater que sur le fameux plafond de verre que nous nommons beaucoup dans le monde du travail, qui est un des vrais problèmes de l'égalité entre hommes et femmes dans le salariat, nous sommes assez exemplaires. Nous n'avons qu'à regarder la répartition entre les catégories aussi bien les catégories A, au regard de la composition de la Direction générale et même si cela manque un peu d'hommes. Cela montre une vraie volonté politique. La deuxième concerne les salaires. Je ne rentrerai pas plus qu'Élodie dans le débat sur les retraites, mais quoi qu'il advienne, là aussi une certaine exemplarité de notre part. Effectivement, une des vraies raisons, au-delà d'un certain nombre de démagogies que nous pouvons entendre sur tous les plateaux de télévision depuis plusieurs semaines, du fait que les femmes ont des pensions plus faibles que les hommes c'est non seulement leur carrière hachée, leur présence massive dans le temps partiel, mais aussi qu'à qualifications égales elles ont encore des salaires très en dessous des hommes. Y compris, cela peut surprendre et choquer parfois, dans des grands groupes du CAC 40, où nous pouvons penser être dans une certaine exemplarité. Je vais vous donner une anecdote. Cela remonte à quelques années. Dans un grand groupe du CAC 40, un grand site non loin d'ici, suite à une négociation assez ardue, un fonds d'égalité homme/femme a été mis en place pour les salaires. Cela montrait déjà ce problème. Je passe sur le pourcentage de la masse salariale accordé, en dessous de 1 %. Le DRH du site le plus proche de nous expliquait que si un site ne devait pas être utilisé, c'était bien celui de Vitry-sur-Seine. Un an après, le bilan a montré que c'est le site qu'il avait le plus utilisé parce que de manière déterminée, volontaire, voire même théorisée de la part d'un certain nombre de responsables, les salaires étaient inférieurs chez les femmes en comparaison des hommes pour les mêmes qualifications. Autre anecdote, j'en terminerai par là, nous trouvons aujourd'hui dans un certain nombre de grosses entreprises privées le non-remplacement automatique des congés maternité. Je vous donne en mille, chers collègues, qu'elle est la réaction des managers dans ces entreprises, où malheureusement ce sont encore majoritairement des hommes. Eh bien, ils n'embauchent plus de femmes, car lorsqu'elles partent en congé maternité ils n'ont pas de remplacement automatique. C'est du vécu, du réel, donc beaucoup de travail est à faire. Ainsi, nous pouvons nous féliciter à la fois du travail réalisé par Élodie pendant ses deux mandats et de la volonté politique de notre municipalité.

**M. le Maire :** Je vous rappelle, mes chers collègues, que le rapport n'est pas lié à la situation générale entre les femmes et les hommes dans le travail, mais dans notre collectivité. Alors, Élodie Massé, discrimination ou non, pour répondre à Mme Baron.

**M<sup>me</sup> Massé :** La discrimination peut être dans les deux sens. Si j'ai un message ce soir à faire passer, nous ne sommes pas uniquement sur le droit des femmes, cette délégation a changé de nomination justement pour cela. Nous sommes sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Effectivement, nous pouvons nous féliciter de bien des choses pour autant, des points restent à améliorer. Je les ai pointés dans le rapport de cette année et dans les chiffres des précédentes années. La phrase c'est : « Tendre à l'égalité entre les femmes et les hommes. » Des rééquilibrages sont donc à faire. Je pense notamment à la filière technique que nous avons pointée. Un travail a été fait avec les ressources humaines.

Je ne comprends pas la remarque concernant les embauches que nous pouvons faire. Sans apporter d'anecdotes sur les recrutements, ce n'est pas le lieu, mais nous faisons très attention. Beaucoup plus attention peut-être que par le passé à avoir un équilibre entre les femmes et les hommes et à faire aussi en sorte que dans les postes à responsabilité, les

postes d'encadrement, nous comptons autant de femmes que d'hommes. Bien sûr, nous n'allons pas faire de la discrimination positive en prenant une femme parce que c'est une femme. Disons les choses très clairement. Je pense qu'il arrive un temps où tendre à l'égalité doit être dans les deux sens. Si nous devons être vigilants sur un point, c'est aussi de cette manière que nous changerons les mentalités, c'est sur la filière médico-sociale. Nous l'avons déjà dit. Ce n'est pas toujours évident. Certains secteurs ont des métiers genrés, c'est une réalité dans notre collectivité, mais cela l'est aussi dans d'autres collectivités. Encore une fois, c'est tendre à l'égalité, que ce soit pour les hommes ou pour les femmes.

**M. le Maire :** Merci. Je vous propose que nous nous arrêtons là sur ce sujet en notant la qualité du rapport. Je pense que ce n'est pas anecdotique que d'en faire état au minimum une fois dans l'année.

*Le Conseil municipal prend acte.*

## URBANISME

### → 3. Avis sur le projet de modification n° 5 du PLU sur le secteur de la ZAC du Port

**M. le Maire :** La commission s'est réunie. Madame la Présidente, y a-t-il eu des observations sur les différents sujets, urbanisme, habitat et renouvellement urbain ?

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Non, Monsieur le Maire, pas de remarques particulières, mais une demande éventuellement d'expression de certains groupes.

**M. le Maire :** Nous allons les passer alors.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Je suis désolée, mais je n'ai pas eu d'accord formel de l'ensemble des groupes.

**M. le Maire :** Bien. Nous passons sur le rapport 3. Y a-t-il des remarques sur le sujet ? Monsieur Panetta et ensuite Madame Bercier.

**M. Panetta :** Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues. Nous venons de parler de l'égalité femme/homme, je fais partie de l'Ancien Monde et dans mon Ancien Monde les femmes avaient toujours une priorité. Je continue à assumer mon Ancien Monde, je laisse la parole à Mme Bercier.

**M. le Maire :** Jusqu'à présent, c'est moi qui donne la parole et vous avez la parole. Allez-y, Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Non, je serais offusqué de passer avant une femme. Je suis sérieux. Je pense que Mme Bercier ayant rejoint certaines personnes qui s'activent beaucoup sur les réseaux sociaux... Nous avons eu droit à un long discours qui exprime ce qu'elle a fait sur la commune, que je respecte infiniment, mais c'est aussi une manière de faire valoir ce qu'elle a fait. Je constate que dès le départ il s'est agi de discussions politiques donc, je vois aussi des changements de places, qui vont vers la droite et cela me va très bien. Je vois aussi que dans la ville tout est devenu très compliqué, au niveau national tout est compliqué. Des personnes qui durant cette élection municipale, qui va débiter, font des attaques sur des personnes. Ainsi, si je me permets de dire cela, croyez-moi, c'est profond, j'y attache de l'importance. Si je vous dis que je ne parlerai pas avant Mme Bercier, je ne parlerai pas avant elle. Qu'elle s'exprime parce que ce que j'avais à dire n'était pas très important.

**M. le Maire** : D'accord. Madame Bercier, vous avez la parole.

**M<sup>me</sup> Bercier** : Je pense qu'aujourd'hui n'est pas sur le fait que je prenne la parole ou non. Il n'est pas non plus sur ce qui se passe dans la ville. De nouveau, nous sommes hors sujet, j'aimerais qu'effectivement un jour nous restions dans le sujet.

**M. le Maire** : Très bien, allez-y si vous devez intervenir sur la ZAC du Port, sur ce PLU et sur ce projet de modification.

**M<sup>me</sup> Bercier** : Je n'avais pas spécialement de remarques à faire sur cette ZAC du Port sauf que je vais m'abstenir. En effet, il me semble que là encore, nous sommes contraints de modifier le PLU à tout va, comme nous l'avons fait durant cette mandature pour y inclure encore plus de logements que nous en comptons déjà. Oui, nous trouvons des logements dans votre projet. Cette zone était réservée à l'activité industrielle et commerciale.

**M. le Maire** : Bien, nous prenons acte de votre position. C'est une explication de vote. Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Je ne souhaitais pas m'exprimer sur ce point. Sur celui-ci, nous nous abstiendrons puisqu'effectivement nous ne sommes pas au fait de tout ce qui se fait exactement. C'est votre choix, cette zone, nous, nous avons contesté depuis longtemps certains aspects. C'est la raison de notre abstention parce que sur le fond de ce qui nous préoccupe à ce jour, vous n'avez d'autres choix que de modifier le PLU.

**M. le Maire** : Sur la modification du PLU, je suis étonné que les uns et les autres disent qu'ils découvrent puisqu'une présentation s'est déjà déroulée avec les porteurs de projets en présence des membres du Conseil municipal. Il y a eu également une enquête publique. Évidemment, les dispositions légales étaient ouvertes à toutes et à tous. Tout le monde pouvait le voir, n'est-ce pas Monsieur Diguët ?

**M. Diguët** : Absolument. Une enquête publique s'est tenue, des ateliers de travail aussi avec les riverains. Sur l'enquête publique, des demandes de modifications ont été prises en compte dans le rapport du commissaire-enquêteur. Nous avons véritablement tenu compte de l'avis de tous pour définitivement présenter cette modification du PLU qui doit, de plus, être approuvée par le territoire du Grand-Orly.

**M. Panetta** : Monsieur le Maire, autant pour moi, c'est bien sur ce point qu'il y a le sujet du retrait de deux étages. C'est compliqué ce soir, je me suis laissé droloter ce soir par tous les discours.

**M. le Maire** : Vous reprenez la parole comme cela, sans que je vous la laisse. C'était M. Diguët qui intervenait.

**M. Diguët** : Le retrait des deux étages, nous avons demandé, nous, ville de Choisy-le-Roi, à ce qu'il soit inclus dans le rapport du commissaire-enquêteur. Il est partie prenante du rapport, c'est bien marqué dans la note. Nous avons dit que la modification du nombre d'étages ne deviendrait définitive qu'après l'approbation du rapport du commissaire-enquêteur par le territoire.

**M. le Maire** : Monsieur Panetta, vous avez la parole.

**M. Panetta** : Ce point, nous allons le voter. Tout le monde sait dans cette assemblée que je suis juste et objectif donc quand c'est bien, c'est bien et quand ce n'est pas bien, ce n'est pas bien. Là, vous avez répondu à une demande des habitants, j'ai assisté au débat. Les habitants ont obtenu gain de cause, c'est assez rare pour le souligner. Vous avez accepté de

réduire de deux étages donc moi j'en prends acte, c'est positif et notre groupe va voter pour. Par contre, je ne sais pas si nous sommes ce soir en mesure de voter pour puisque ce point devait être discuté hier au territoire. Vous n'êtes pas sans savoir que le quorum n'ayant pas été atteint, le territoire n'a pas pu se réunir.

Ainsi, devons-nous le voter ce soir ?

**M. le Maire :** De ce point de vue, nous ne rencontrons pas de problèmes puisque, nous étions dans une situation particulière. Vous le savez, dans la démarche de la coopérative de ville, et les choix que nous avons faits de gestion et de gouvernance au territoire, nous souhaitons avant tout que les dossiers soient passés dans les villes avant qu'ils soient votés au territoire. Le hasard du calendrier faisait qu'avec le Conseil territorial d'hier, nous avions inversé cette situation. Ainsi, nous revenons dans la norme du fait que le Conseil de territoire se réunira samedi matin à neuf heures. Monsieur Panetta, cela vous permettra peut-être d'y assister et de faire en sorte que le quorum soit atteint. Ainsi, nous pourrons voter en conséquence.

Ce qui est prévu dans la démarche de gouvernance, c'est que le Conseil du territoire Grand-Orly Seine Bièvre s'appuie sur les décisions prises au sein des Conseils municipaux, et ne s'oppose pas aux décisions des Conseils municipaux. Si nous votons ce soir, le Conseil territorial votera cette démarche de modification du PLU samedi matin. Monsieur Panetta puis Madame Baron.

**M. Panetta :** Je précise avoir été présent hier, je suis désolé que nous n'ayons pas atteint le quorum. J'avais prévenu que je serais présent à 19 heures 30 précises, car j'étais prisonnier d'un parking parisien, j'ai même soupçonné une action de Choisy-le-Roi.

**M. le Maire :** Non, je peux influencer Anne Hidalgo, mais pas à ce point !

**M. Panetta :** J'ai été bloqué une heure dans un parking où les barrières ne se levaient pas. Ensuite, avec mes petits bras musclés et le concours de certaines personnes, nous avons levé les barrières, car personne ne répondait à nos appels. J'ai pu me rendre au Conseil territorial où j'ai vu tous les Maires qui portaient puisque le quorum n'était pas atteint. Par contre, samedi, oui je serai absent, car nous avons une formation. Nous avons certaines ambitions et nous voulons bien faire notre travail d'où cette formation. Je pense que le quorum ne sera pas nécessaire samedi pour voter. Pour le bien des habitants du quartier du Port, c'est un bien. Il faut quand même bien connaître sa ville, bien savoir ce qui s'y passe, écouter les habitants et savoir pourquoi certaines choses sont faites. S'y opposer lorsqu'elles sont mal faites et être pour dans l'intérêt des habitants lorsque c'est bien fait.

**M. le Maire :** Merci. Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Comme vous le savez, ce soir, nous voyons énormément de pages dans toutes ces délibérations et nous ne les avons reçues que vendredi. Beaucoup de choses sont à étudier, cela doit être fait sérieusement. Ainsi, j'ai lu tout le PLU, les modifications inhérentes. Pour la 5, le Conseil territorial avait délibéré sur ce point l'année dernière, le 13 novembre 2018. Ce projet concernait un périmètre sur les logements, les bureaux, les commerces et l'équipement d'intérêt collectif. Je remarque que le secteur tertiaire était exclu du projet initial. Pourtant, cela est intéressant, il s'agit de la restauration, les services, les commerces, etc. Sur ce point, le cadre de vie a été pris en compte, une prise en compte aussi du risque d'inondation. Je remarque tout de même une dénonciation après l'appréciation du commissaire-enquêteur, etc., qui ne prend pas tout à fait en compte les demandes des habitants. L'immeuble prévu à neuf étages a donc été dénoncé, que vous avez gentiment descendu à sept, mais tout le monde voudrait cinq étages. Là, personne ne les écoute, ni la municipalité ni le commissaire-enquêteur. Je compte aussi l'imperméabilisation excessive

des sols, le caractère dortoir de la ville, tout cela a été dit dans l'enquête. Trop de densification, manque d'espaces verts et de jeux pour les enfants.

Nous attendons vraiment que vous décidiez tout cela avec l'accord des habitants, car nous n'avons jamais l'accord des habitants, malgré les concertations de quartier, c'est du pipeau. Merci.

**M. le Maire :** Merci. Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole sur ce sujet ? Je ne peux pas laisser dire évidemment que la concertation avec les habitants c'est du : « pipeau ». De fait, nous voyons régulièrement du monde et ce à quoi vous faites référence, c'est uniquement sur l'ensemble du livre du commissaire-enquêteur : quatre phrases. Vous avez le droit de les reprendre, mais il faut les situer dans leur contexte. L'ensemble du travail ne se résume pas, évidemment, à ces quatre phrases, mais à toute la réflexion portée par le groupement qui a présenté le projet devant vous et qui n'était une surprise pour personne. Il faut être sérieux et je remercie ceux qui sont sérieux dans cette assemblée.

Je passe aux voix. Je vous remercie pour cette modification du PLU.

*La délibération n° 3 est adoptée à la majorité (38 pour, 3 abstentions.)*

**→ 4. Approbation des conventions de détermination des conditions financières et patrimoniales du transfert de la ZAC du Port, de la ZAC des hautes bornes et de la ZAC du Docteur Roux**

**M. le Maire :** Pas de problèmes là-dessus ? Je vous remercie.

*La délibération n° 4 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 5. Approbation du protocole opérationnel entre la commune, l'EPA ORSA et ICF La Sablière sur le secteur du Lugo**

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Il s'agit de la fameuse opération sur la Sablière, que les habitants attendent depuis longtemps. Il est bien d'en sortir, nous ne pouvons pas nous opposer à cela. Par contre, ce qui est gênant, je m'en étais ouvert avec l'association des locataires de Lugo, eux-mêmes auraient préféré que cela reste en l'état c'est-à-dire sans adjoindre 160 logements étudiants à côté. Vous nous faites voter cela d'un seul bloc. J'aurais apprécié que ce soit différencié. Certes, c'est l'ensemble du projet, mais d'un côté nous avons quelque chose de bien spécifique, la requalification de la Sablière et reconstruire le logement pour qu'enfin les habitants puissent y vivre confortablement et dignement. Puis, le fait encore de ces logements nouveaux qui vont apporter des voitures, etc. Bien sûr, nous y sommes plus frileux.

Je ne sais pas si c'est une volonté de l'avoir fait, être sûr de pouvoir tout passer, mais dans tous les cas vous vous doutez bien que nous ne nous opposerions pas au projet. Nous voterons pour. Pour le moins, nous nous serions abstenus sur les constructions nouvelles.

**M. le Maire :** Merci de cette remarque. Madame Moro.

**M<sup>me</sup> Moro :** « Monsieur le Maire, mes chers collègues.

*Parce que l'amicale des locataires CNL Lugo Sablière est solidaire des grévistes de notre cité et du quartier, pas un membre ne sera présent dans le public ce soir. En ce moment, ils sont réunis tous ensemble pour étudier leurs comportements dans les actions de demain. Je*

*dois dire qu'à l'aube du seizième jour de grève, donc 16 jours sans salaire, les grévistes sont très en colère contre cette réforme des retraites. Sachez qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au retrait de cette remise en cause de la fin de carrière et de calcul de la pension.*

*Ce soir, la première étape de la construction-démolition de notre cité, le bournier de Lugo est bouclé. C'est un soulagement pour l'ensemble des locataires. La lutte a payé. Rappelons-nous des blocages de l'avenue de Lugo avec distribution de tracts pour sensibiliser les gens sur le mépris et l'autisme de la Sablière, filiale immobilière de la SNCF, face aux insupportables conditions d'habitabilité. Cinq actes festifs, mais mobilisateurs. Deux réunions de travail avec l'amicale et les pouvoirs publics ont eu raison de l'entrave de la Sablière due au refus du gouvernement Macron de financer le logement social hors ANRU.*

*Je remercie M. le Maire, Didier Guillaume, et ses élus qui nous ont toujours soutenus dans notre combat. Plusieurs fois, vous êtes venus dans notre cité, à la rencontre des locataires. Plusieurs fois, vous avez reçu l'amicale CNL pour faire le point sur la stagnation ou l'avancement de l'étude. Merci encore d'avoir compris l'importance de démolir et de construire une cité neuve. Vous avez pris à bras le corps le dossier, le résultat est là. Les locataires et l'amicale CNL Lugo Sablière sauront s'en rappeler.*

*Merci. »*

**M. le Maire :** Merci Madame Moro. Pour répondre à Monsieur Panetta, cette histoire est une longue histoire. Ce qui se passe, avec cet accord tripartite, vous avez bien compris que ce n'est pas qu'une histoire communale. C'est une histoire de la ville, mais dans le cadre d'une opération d'intérêt national. Je le dis aux personnes présentes dans l'assemblée, qui ne connaissent pas cette histoire. Il s'agit d'une opération d'intérêt national sur l'ensemble d'un quartier, où l'aménageur n'est autre que l'établissement public d'aménagement Orly Seine-Amont, c'est-à-dire l'État. Ainsi, dans cette démarche, il faut que l'État s'investisse, et que l'EPA ORSA finance, à travers un bailleur, la Sablière, et la commune. Se rajoute à cela du foncier, porté par l'établissement foncier d'Île-de-France. Vous comprenez bien que la mise en œuvre d'une opération telle que celle-là ne se décrète pas en une année. Il a quasiment fallu cinq ans de négociations. Cinq ans de négociations, même plus que cela puisque le début de la réflexion sur ce que pourrait être ce quartier remonte au mandat précédent. Ainsi, cinq ans durant ce mandat pour arriver au rapport qui vous est présenté aujourd'hui et qui pourra permettre une mutation de l'ensemble de ce quartier. Je considère qu'avec l'arrivée du TZen 5, le centre de remisage du TZen, que nous avons réussi à avoir, que nous aurons sur la commune en entrée de ville, avec Île-de-France mobilités et le Conseil régional d'Île-de-France et cette démarche de construction-démolition-reconstruction avec la sablière et l'EPA ORSA, est le début de la mutabilité de ce quartier. En effet, nous pouvons nous en réjouir. La question des négociations sur les chiffres est essentielle pour permettre l'équilibre financier de l'opération.

Ceux qui seraient, quels qu'ils soient, en responsabilité et dans le fauteuil que j'exerce aujourd'hui, auraient à se réjouir de la démarche qui a été la nôtre, d'arriver à cet accord. Aujourd'hui, nous sommes sur un accord d'un pour deux. Les négociations avaient démarré sur un accord de quatre pour un. Quand on me parle aujourd'hui du nombre de logements, nous n'en serions pas là si nous n'avions pas réussi à négocier de bonne façon, impliqué fortement la Sablière, impliqué fortement le Directeur de l'EPA ORSA dans cette démarche. Nous avons réussi et je pense que c'est un excellent accord. Comme je l'ai dit au Conseil d'administration de l'EPA ORSA, nous pouvons être satisfaits, mais nous serons fortement vigilants sur le calendrier, qui est établi. De plus, je serai très heureux avec l'ensemble des partenaires, le Directeur de l'EPA ORSA et aussi le Président du directoire de la Sablière, de venir présenter à l'ensemble des locataires à la fois le planning, les propositions et les projets. Je pense que le Maire n'est pas le seul à devoir être félicité. C'est l'ensemble de

ceux qui se sont mis autour de la table pendant ces cinq ans avec des périodes de renoncements, des périodes de froid, des périodes d'encouragements, des périodes de négociations, et aujourd'hui d'acceptation.

C'est tout le travail qui est le nôtre pour répondre aux besoins et à l'évolution de cette commune. Je pense qu'ensemble nous pouvons nous satisfaire de cet accord.

Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Je reprécise notre vote, nous n'allons pas nous abstenir. Je faisais simplement une remarque sur une partie. Nous sommes de tout cœur avec Mme Moro et les personnes qui y habitent, nous nous réjouissons qu'une solution soit trouvée et notre groupe va voter à l'unanimité ce projet. Nous relevons simplement que ce sera un peu moins vert. Certes, nous ne pouvons pas tout avoir, mais le positif l'emporte sur le négatif et surtout sur la situation des locataires. Si une telle situation se reproduit dans Choisy-le-Roi, nous serons présents, nous aurons les mêmes analyses. Lorsqu'un habitat est indigne, il faut s'en occuper franchement, ce qui doit être fait sera fait sous votre contrôle, ou le nôtre, ou ensemble, mais ce sera fait pour le bien de tous. Nous votons donc sans restriction. Merci.

**M. le Maire :** Merci. J'ai oublié de préciser que la cité de Lugo, au départ, n'était pas dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National. Madame Juhel, vous vouliez intervenir.

**M<sup>me</sup> Juhel :** Je voulais remercier Christiane pour son intervention, car je trouve qu'à travers son émotion nous comprenons comment derrière nos délibérations, il y a des gens. Nous avalons les délibérations telles des affaires réglementaires, mais derrière ce qu'a dit Élodie aussi, ce sont des femmes battues, etc. Nous ne devons pas oublier dans ce Conseil municipal que nous ne votons pas simplement des délibérations, mais que nous nous occupons des gens. Christiane nous l'a fait sentir avec des larmes derrière sa voix et je pense que c'est important.

**M. le Maire :** C'est tout à fait vrai et nous aurons l'occasion dans des délibérations ultérieures de revenir sur le même sujet.

Ceci étant, dans le travail qui sera fait, il est question d'augmenter la part du végétal par rapport au minéral sur l'ensemble du quartier. Je le dis parce que l'intervention de M. Panetta pourrait faire croire que nous verrons moins de vert. L'objectif est de retrouver beaucoup plus de végétalisation que de minéral sur l'ensemble du quartier.

Nous passons aux voix. Je vous remercie.

*La délibération n° 5 est adoptée à l'unanimité.*

## → 6. Acquisition de la parcelle cadastrée AF 171 appartenant à ENGIE

**M. le Maire :** Avez-vous des remarques sur ce point ? Je vous remercie.

*La délibération n° 6 est adoptée à l'unanimité.*

## HABITAT

## → 7. Approbation de la convention entre CDC HABITAT et la commune pour la mise à disposition d'un appartement du patrimoine social du bailleur pour le relogement



## **temporaire d'un ménage suite à l'incendie dans le sous-sol de la copropriété sise 4, square A. France à Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Avez-vous des remarques sur le sujet ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Sur le sujet proprement dit, non. Il s'agit de reloger des gens qui sont encore dans ce besoin. Simplement, voilà encore une situation bloquée à Choisy-le-Roi. Je n'incrimine pas la commune, car d'après ce que j'ai compris c'est une bataille d'assureurs. Cela me dépasse assez. Où en est exactement ce dossier ? Ce que je n'arriverai jamais à comprendre, c'est qu'*a priori* ce serait l'assureur d'un propriétaire qui aurait un box qui conteste l'expertise de l'assureur qui assure le bâtiment. Tout cela bloque tout. Quand même ! Comment ramener à la raison ces compagnies d'assurances ? Ne peuvent-elles pas accepter que les travaux soient faits ? Les propriétaires étant assurés, qu'ils fassent les travaux, et ils verront plus tard s'ils en viennent à se faire des procès entre eux pour savoir qui doit payer. Au niveau de l'État, du Préfet, savoir s'il existe une jurisprudence. Comme l'a dit Mme Juhel, nous parlons de gens, de gens qui sont dans 20 m<sup>2</sup>, d'autres qui sont dans des situations très difficiles, qui payent doubles charges, etc. Bien sûr, Monsieur le Maire, vous n'y êtes pour rien, mais ensemble, tout le Conseil, comment peser encore plus ? Quelles actions seraient envisageables pour débloquer cette situation ?

**M. le Maire :** Merci de m'interpeller, car cela me fournit l'occasion de vous donner deux informations. La première, à croire que c'était quasiment anticipé, vous le savez, vous étiez présent lorsque j'ai sollicité la sous-préfète afin que nous puissions ré interpellier le Président de la Fédération des assureurs de France. Précédemment, la fédération avait répondu au courrier cosigné avec le Préfet qu'aucune décision ne pouvait être prise jusqu'à la désignation d'un nouveau Président. Le nouveau Président a pris ses fonctions, nous allons donc à nouveau les interpellier pour qu'une décision soit prise.

La deuxième information, c'est que suite à nos échanges avec les services préfectoraux, j'ai signé hier un permis de construire au nom de l'État pour lequel j'avais sollicité spécifiquement une instruction rapide. Maintenant, la balle est dans le camp du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour réaliser dans les meilleurs délais les travaux nécessaires au retour des habitants dans leur logement.

Bien évidemment, ce dossier intègre les prescriptions émises par les architectes des bâtiments de France ainsi que celles de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Il faut savoir que la brigade des sapeurs-pompiers de Paris n'a transmis ses prescriptions que le 27 novembre. Vous pouvez donc constater que cela avance vite, au regard des délais administratifs habituels. Quand je dis vite, je m'excuse de ce terme auprès de ceux qui vivent cette situation, mais par rapport aux délais habituels, le rythme a été assez soutenu depuis la décision du mois de septembre. Ainsi, pour votre réponse, c'est en cours et nous pouvons là aussi nous en féliciter, mais nous savons qu'ensuite vient la question du délai de mise en œuvre, en espérant que des retards ne seront pas constatés de la part du maître d'œuvre dans cette opération.

Je reviens à la délibération concernant la convention de mise à disposition d'un appartement. Je vous remercie.

*La délibération n° 7 est adoptée à l'unanimité.*

## RENOUVELLEMENT URBAIN

→ **8. Quartier Sud : Approbation du projet de convention et autorisation de signer la convention avec l'ARS concernant la prise en compte de la santé et l'autonomie des personnes âgées dans le projet de renouvellement urbain**

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations sur le sujet ? Je n'en vois pas. Madame Baron ?

**M<sup>me</sup> Baron** : Je n'ai pas d'observation, je peux dire simplement qu'il s'agit d'offrir des services de qualité en apportant aux personnes en difficulté une attention particulière, sur la santé notamment. Le vieillissement, l'autonomie, c'est encore un investissement de l'État qui a investi 5 milliards d'euros sur dix ans. C'est pour le NPRU, nouveau programme de renouvellement urbain. Je pense qu'il y aura un renouvellement de relais par rapport à la population, selon leurs besoins. Je ne peux qu'approuver cette contribution au développement d'initiative innovante.

**M. le Maire** : Je précise que le chiffre donné par Mme Baron n'est pas sur la commune de Choisy-le-Roi. C'est sur l'ensemble du territoire national.

**M<sup>me</sup> Baron** : 5 milliards d'euros, pas sur Choisy-le-Roi, sur dix ans, sur l'ensemble du territoire national.

**M. le Maire** : Voilà, sur l'ensemble du territoire national, ce qui est globalement très peu. Pour l'ANRU 1, le chiffre n'était pas le même. Il est largement en deçà par rapport aux besoins et je ne reviendrai pas sur les décisions de diminuer notre ANRU de moitié puisque nous avons sollicité la poursuite du travail sur le centre-ville et cette proposition n'a pas été retenue. C'est pourquoi la dalle reste la dalle.

Bien, nous passons aux voix. Je vous remercie.

*La délibération n° 8 est adoptée à l'unanimité.*

→ **9. Quartier Sud : Approbation du projet d'avenant au protocole de relogement des Navigateurs et autorisation de signer cet avenant**

**M. le Maire** : Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Lors de la commission, j'avais demandé une précision concernant le droit au retour des habitants. Là aussi nous parlons des personnes. Derrière toute décision, cela concerne la vie de la commune, la vie des habitants, et il reste encore des habitants qui sont très attachés à leur lieu de vie. Aujourd'hui, la mode est à déménager, à être mobile, nous y sommes poussés. Pour autant, une frange de la population reste attachée à l'endroit où elle a vécu, son enfance, sa jeunesse, sa vie professionnelle. Je sais que cela avait très bien été fait lors de précédentes opérations, ce droit au retour que vous aviez mis avait été respecté, mais on m'a dit en commission que ce n'était pas aussi simple. Cela ne peut pas être marqué formellement et je m'en inquiète. Comment allons-nous pouvoir, malgré tout, répondre par l'affirmative ? Certes, Madame Brahimi, vous m'avez expliqué que c'était imposé sur le fait de remodeler la population et je trouve cela un peu gênant. Cela signifierait que c'est la population qui pose problème dans ce quartier. J'ai compris le sens de votre explication, mais il n'empêche que les gens sont attachés à leur quartier donc si des personnes veulent absolument revenir dans ce quartier, sommes-nous en mesure de leur proposer ?

**M. le Maire** : Je ne sais pas si Mme Brahimi va ré expliquer ce point pour l'ensemble du Conseil municipal, mais cela fait référence à ce que je disais précédemment. D'abord,

l'ANRU 1 où des choses étaient possibles, le « un pour un » où nous pouvions reconstituer sur site, et le retour *in situ* pour ceux qui ne voulaient pas quitter ce quartier. Les textes réglementaires de l'ANRU, avec le NPNRU, ne nous permettent plus cela. C'est plus complexe puisqu'on nous impose une démarche de mixité avec des pourcentages bien identifiés. Ce « un pour un » n'existe plus dans la nouvelle mouture. Ce qui peut être fait, c'est de profiter des demandes de mutation dans le parc de logements sociaux restants *in situ* pour permettre à des habitants qui avaient dû quitter le quartier, de le réintégrer.

Madame Brahimi, peut-être les éléments réglementaires.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** L'objectif des opérations de renouvellement urbain, c'est bien d'installer plus de mixité, d'aides sociales dans des quartiers où cette mixité n'existe pas, comme le quartier des Navigateurs. Le règlement général impose la reconstitution de tous les logements démolis, mais ailleurs que dans le quartier où ils ont été démolis. C'est ce que je vous avais expliqué en commission. De fait, partout dans la ville et certainement pas dans des quartiers classés au titre de la politique de la ville. Choisy-le-Roi a demandé une dérogation afin de construire 20 % de logements sociaux sur le contingent des logements démolis. Au cas par cas, des habitants du quartier des Navigateurs qui souhaitent y retourner le pourront, soit lors de mutations ou de constructions nouvelles. Par contre, le règlement général de l'ANRU conditionne aussi le financement, une partie de ces 5 milliards qui sont consacrés à l'ensemble des opérations nationales. Pour obtenir les financements, il est normalement totalement interdit de reloger les personnes sur le même site. Ce sont même des conditions financières.

**M. le Maire :** Des conditions liées à la signature du protocole. Monsieur Panetta et après nous passons aux voix.

**M. Panetta :** Nous allons voter cette résolution qui touche le relogement des personnes, c'est important. Pour autant, je voudrais faire une remarque qui risque de vous « titiller », un peu méchante même. Je m'aperçois que l'ANRU 1 c'était quelqu'un que j'aimais beaucoup, que j'ai beaucoup suivi, Monsieur Jean-Louis Borloo, et qu'à sa suite Monsieur Hollande a été élu. Aujourd'hui, d'autres personnes qui nous imposent cet ANRU 2, et je trouve cette mesure proprement dite d'imposer cela parfaitement inhumaine. Encore une fois, c'était l'Ancien Monde et là, ce sont des mesures purement arithmétiques du Nouveau Monde. Permettez-moi, je suis un peu remonté ce soir, mais de temps en temps, nous pouvons faire remarquer des choses. Quand les choses étaient très claires, c'était aussi bien.

**M. le Maire :** Madame Brahimi et ensuite nous passons aux voix.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Sans vouloir engager un débat et sans vouloir défendre le principe de l'ANRU 2. Je dis simplement que lorsque le règlement général de l'ANRU 2 a été élaboré, c'est à la base des leçons tirées des expériences passées. Force est de constater que sur l'ANRU 1 l'essentiel concernait le bâti et rien n'a été réglé en termes de problèmes sociaux, d'environnement, etc. C'est pour cette raison que ce règlement vise vraiment en premier objectif à mettre plus de mixité sociale. Aujourd'hui, aux Navigateurs, nous n'avons aucune mixité sociale donc l'objectif est bien d'en mettre un peu plus.

**M. le Maire :** Merci. Monsieur Ziegelmeyer et ensuite nous passons aux voix.

**M. Ziegelmeyer :** Une remarque complémentaire à Nadia. Effectivement, M. Borloo était le père de l'ANRU 1, mais il était aussi le père d'un rapport sur les banlieues, avec un certain nombre d'élus, dont des élus de notre bord politique. Rapport dans lequel la remarque que vient de faire Nadia était largement inscrite. Il disait qu'un des bilans de l'ANRU 1 c'est que nous ne pouvons pas faire que du mur, que du béton, que du logement, mais qu'il y avait de

vrais problèmes de mixité sociale. Rapport dont vous et moi nous serons d'accord pour dire que le Nouveau Monde l'a enterré facilement.

**M. le Maire :** Nous passons aux voix. Je vous remercie. Je vous rappelle que nous étions au neuvième rapport, que nous en avons 30 et qu'il est déjà 21 heures.

*La délibération n° 9 est adoptée à l'unanimité.*

## **FINANCES**

### **→ 10. Décision modificative n° 2 – budget principal – exercice 2019**

**M. le Maire :** Peut-être que Frédéric Tisler va nous présenter les deux décisions modificatives.

**M. Tisler :** Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je vais présenter les trois notes, les deux décisions modificatives et la subvention d'équilibre.

Je vais être très bref ce soir. La logique de cette décision modificative est bien de terminer l'exercice budgétaire 2019 tout en s'inscrivant résolument dans la préparation du BP 2020 dont il vous appartiendra, Monsieur le Maire, de nous tracer les perspectives durant ce Conseil municipal. La commission des finances s'est tenue le lundi 9 décembre et nous a permis d'examiner les notes qui nous sont soumises ce soir. Je n'ai pas eu de demandes ou de questions complémentaires depuis. Je remercie la Direction générale et notre service des finances pour la qualité du travail fourni, dans un emploi du temps et une masse de travail particulièrement chargés en cette période. Merci donc à Anne-Sophie Leclère, Monique Dos Reis et l'ensemble des personnels et services concernés.

La décision modificative s'équilibre à plus de 529 307 € en fonctionnement -1 029 764 € en investissement. Elle porte le total de l'exercice budgétaire 2019 à 109 164 816,74 €. Concernant la section de fonctionnement, je relèverai les quelques points suivants - pour les points que je ne mentionnerai pas, la note est très explicite par ailleurs. D'abord, le passage de la section de fonctionnement à la section d'investissement de la subvention à la SADEV pour le projet de coopération décentralisée « Un marché pour Tringa Maréna au Mali », ce qui minore les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement de 417 099 €, mais vous le retrouverez en dépenses et en recettes d'investissement.

Pour les dépenses de fonctionnement, sur le FCCT puisque nous nous sommes enfin entendus avec l'EPT, nous procédons à divers ajustements sur le montant total de notre contribution qui s'élève à 3 494 384 € pour 2019 et qui comprend le solde du montant définitif pour 2018. Notre contribution à la TEOM, à l'EPT, s'élève à 4 056 781 € pour 2019 après l'ajustement de la présente DM. Je souligne que la maîtrise de l'emprunt réalisé en 2019 nous amène à emprunter moins que prévu au BP ce qui diminue le fonctionnement pour ce qui est du remboursement des intérêts de la dette, mais je reviendrai sur ce point en investissement. Je souligne aussi que la mise en place du dispositif de médiation sociale dans cinq quartiers de la ville a été légèrement décalée à la rentrée, ce qui amène une minoration de dépense, mais que ce service nouveau, qui restera une grande réalisation sociale de 2019, fonctionne au complet depuis novembre.

Pour les recettes de fonctionnement, nous constatons les ajustements traditionnels liés à la fiscalité puisque nous pouvons maintenant utiliser les notifications définitives qui nous sont parvenues. Parmi elles, je constate une baisse du FSRIF, une hausse de la DGF, mais qui ne vient que de la DSU. Je le souligne puisque la DNP et la dotation forfaitaire continuent à la baisser.

Concernant la section d'investissement, ce qui est particulièrement notable c'est tout d'abord ce qui concerne le recours à l'emprunt. J'ai longuement développé au Conseil municipal et durant plusieurs commissions des finances, notre phénomène de boule de neige concernant les restes à réaliser et le décalage d'une année d'emprunt que cela avait généré. Notre décision de remédier à ce problème est visible dans la décision modificative. Nous n'avons pas utilisé les 6 M€ prévus en BP ce qui a un impact sur la section de fonctionnement, nous l'avons vu, mais aussi sur la section d'investissement puisque la charge de la dette est minorée de 480 000 €. Divers ajustements en dépense sont effectués, concernant les investissements. Je signale le non-recours à la surcharge foncière en 2019 qui minore les dépenses de 100 000 € ou encore, l'étalement du phasage de certaines réalisations qui amène aussi à la réduction des dépenses d'investissement. Cela correspond à des travaux reportés en 2020 et finalisés à ce moment-là comme, par exemple, les travaux dans le parc de la Mairie. Les recettes d'investissement traduisent ce qui est réalisé et visible dans les dépenses d'investissement. Je ne mentionnerai donc ici que la recette liée à la vente de coques commerciales du petit Carnot, ce qui est une bonne nouvelle pour ce quartier et pour son développement.

Voilà ce qui concerne la décision modificative. Maintenant, je passe donc au budget annexe des parkings. Les ajustements sont mineurs et je signalerai simplement des recettes liées au remboursement de trois sinistres : l'incendie du parking de la Mairie en décembre 2014, l'incendie du parking Jaurès en décembre 2017 et pour éteindre tout cela, la crue de la Seine en janvier 2018 pour une somme de 52 105 €. Ce budget annexe s'équilibre -13 670 € en fonctionnement, 0 % en investissement. Pour ce qui concerne la troisième note, elle porte sur la subvention d'équilibre du budget principal vers le budget annexe des parkings. Je viens de vous exposer que le budget annexe des parkings a eu des recettes liées à des remboursements d'assurance, nous l'avons donc constaté par la décision modificative. Du fait de l'existence de ces recettes, que nous n'avions pas au début de l'exercice, nous minorons la subvention d'équilibre du budget principal vers le budget annexe des parkings de 42 530 € ce qui porte cette subvention d'équilibre de 185 000 € à 142 770 € pour 2019.

Merci de votre écoute.

**M. le Maire :** Merci de ces explications sur ces trois délibérations. Ceci étant, nous les passons au vote une par une. Concernant la première modification, nous passons aux voix.

*La délibération n° 10 est adoptée à la majorité (30 pour, 2 contre, 9 abstentions).*

#### → 11. Décision modificative n° 1 – budget annexe des parkings – exercice 2019

**M. le Maire :** Concernant la décision modificative du budget annexe des parkings.

*La délibération n° 11 est adoptée à la majorité (38 pour, 2 contre, 1 abstention).*

#### → 12. Subvention d'équilibre au budget annexe des Parkings 2019

**M. le Maire :** Sur la subvention d'équilibre au budget annexe des parkings ?

*La délibération n° 11 est adoptée à la majorité (39 pour, 2 abstentions).*

#### → 13. Rapport d'orientation budgétaire (ROB) pour l'année 2020

**M. le Maire :** Chers collègues, vous le savez, je présenterai le budget primitif pour l'année 2020 lors de notre séance du 22 janvier prochain. Dans cette perspective, le débat sur les orientations budgétaires permet à notre assemblée d'examiner les grandes orientations pour l'activité de notre collectivité, pour l'année 2020, et aussi sur la stratégie

financière nécessaire à leur mise en œuvre. Ce débat prend évidemment un caractère assez particulier cette année puisqu'il s'inscrit dans une année de renouvellement de mandature. Je ne doute pas qu'il confirmera le rôle important de la municipalité comme acteur majeur de la vie quotidienne de nos concitoyens et de nos concitoyennes, autant que comme protagoniste essentiel aux côtés des autres collectivités que sont le département et le bloc communal. Vous le savez, que vous soyez dans la majorité, dans l'opposition, ici nous nous attachons à redonner sens à l'action publique qui est de plus en plus confinée, à colmater les dégâts.

Le budget primitif de la collectivité se prépare dans un contexte inédit et cela, à plusieurs titres. Tout d'abord, inédit par l'ampleur de la baisse cumulée des dotations qui affecte aujourd'hui et durablement le budget des collectivités. Inédit par les incertitudes. Incertitudes institutionnelles, incertitudes fiscales, alors que le gouvernement prépare une nouvelle réforme néfaste et annonce de nouvelles évolutions du paysage institutionnel, notamment en Île-de-France. Un contexte inédit, enfin, en raison des coupes sombres que le gouvernement poursuit dans le budget de l'État, à l'encontre des collectivités et des fonctionnaires des trois fonctions publiques. Ces atteintes au service public, à ses agents, et aux collectivités se trouvent bien évidemment aux antipodes des réponses à apporter aux besoins croissants des habitants. Or, je constate que la progression de la pauvreté dans le pays, et l'urgence climatique appellent à de nouvelles solidarités. Alors que la crise économique et sociale s'aggrave, que la précarité augmente dans toutes ses dimensions, notre collectivité doit, malgré toutes les contraintes, résister. Résister et continuer à agir contre les inégalités et en faveur de l'environnement.

Face à ces défis, nous avons le devoir d'être évidemment utiles à toutes celles et à tous ceux qui en ont besoin, et ceci quelle que soit leur situation sociale. Notre collectivité participe, comme d'autres communes à faire du Val-de-Marne un département équilibré par un effort particulier en matière d'investissement et une attention particulière aussi à la défense de l'environnement. Pour autant, ces ambitions se confrontent à un contexte financier institutionnel dégradé dont il faut prendre la pleine mesure. En effet, le projet de loi de finances 2020, s'intitule : « *Baïsser les impôts et préparer l'avenir.* » Ce vœu est l'acte II de la politique budgétaire du gouvernement. Ce PLF 2020 n'est évidemment pas à la hauteur des besoins. Les réformes économiques et fiscales du gouvernement creusent les inégalités et accroissent la pauvreté. Un chiffre : en 2018, près de 15 % (en réalité 14,7 %) de la population vivait sous le seuil de pauvreté, soit 9,5 millions de pauvres en France. Les plus bas revenus sont les grands perdants des politiques économiques et fiscales de ce gouvernement. Au nom de la réduction de la dépense publique, l'État poursuit son plan massif de suppressions d'emplois avec des conséquences concrètes dans les hôpitaux, dans les trésoreries, etc. Si le désengagement de l'État, lui, reste constant, force est de constater que le contexte aussi a évolué. Le gouvernement de M. Édouard Philippe semble privilégier les contraintes budgétaires et réglementaires pour mettre au pas les collectivités.

Cela s'illustre par l'encadrement unilatéral des dépenses de fonctionnement par l'État. Ce contrat constitue une atteinte au principe de libre administration des collectivités et ne concourt pas, contrairement à la propagande gouvernementale, à la fameuse baisse des dépenses publiques. En effet, tout en mettant « au pain sec et à l'eau » les collectivités de proximité, l'État diminue les dépenses utiles comme la santé, l'éducation et les solidarités pour favoriser une petite minorité à l'image de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune. Par ailleurs, cet encadrement oublie les efforts considérables que notre ville a déjà réalisés. Je vous rappelle qu'au compte administratif les dépenses ne peuvent augmenter que dans une limite contrainte de 1,1 % et ceci même si nos recettes progressent. C'est une véritable absurdité dans une ville en développement comme la nôtre. De plus, la cerise sur le gâteau, notre préparation budgétaire se fait avec une véritable épée de Damoclès au-dessus

de la tête. Les communes perdront en 2021 un important levier fiscal. C'est un véritable plan du gouvernement, le budget en baisse pour vos besoins.

Il nous faut dénoncer ce tour de passe-passe du gouvernement. Les premières orientations relatives à la réforme de la fiscalité locale avaient été dévoilées lors de la conférence nationale des territoires. Le gouvernement avait alors précisé : « *Les communes seraient compensées de la suppression de la taxe d'habitation par la redescende de la taxe foncière sur les propriétés bâties* (qui sont aujourd'hui affectées au département). *Les départements seraient compensés de la perte de la taxe foncière par l'affectation d'une fraction d'impôt national* ». Après un an d'absence de concertation sur le sujet, c'est un mépris total vis-à-vis des élus que nous sommes. Le Premier ministre a finalement confirmé ses orientations dans sa déclaration de politique générale en précisant que les départements seraient compensés par l'attribution d'une part de TVA. Les associations de nos collectivités, que ce soit l'ADF, l'AMF, ont toujours fait part de leur opposition à une telle hypothèse, quelles que soient les couleurs politiques. Considérant que les collectivités territoriales doivent pouvoir disposer d'un panier de ressources diversifié afin que chaque échelon local puisse exercer l'ensemble de ses compétences de manière efficace et pérenne. C'est ainsi, les maires veulent exercer leurs prérogatives et c'est pour cette raison que, quelle que soit leur famille politique, les citoyens leurs ont donné leurs suffrages. Oui, nous voulons, mais demain, le pourrons-nous ? Bien que M. le ministre Lecornu - c'est le ministre en charge des relations avec les collectivités - affirme dans une revue et une interview de six pages que la suppression de la taxe d'habitation est avant tout une bonne nouvelle pour les Français. Peut-être pour convaincre les Maires, mais je ne suis pas certain que nos concitoyens vont s'y retrouver à long terme. En effet, derrière l'opération je prends à l'un, je donne à l'autre, la volonté est claire. C'est le sacrifice de l'autonomie des collectivités, voire leur asphyxie. Vouloir transférer des recettes issues de la taxe foncière, sur le foncier bâti, aux communes cela ne solde en rien les incertitudes propres au budget des communes et évidemment, sans aucune garantie.

De plus, sur le plan local, cela signifie que le lien entre l'impôt et les services rendus qui lui sont liés est totalement bouleversé. Un aspect positif, plus personne ne pourra dire au Maire qu'il paye trop d'impôts. Certes, nous ne pourrons plus le dire, mais le Maire n'aura plus de pouvoir fiscal, sur les locataires notamment, de sa commune. Dans cette période des étrennes, pour la remise des récompenses de l'État, les perdants nommés ex éco sont : les citoyens et les collectivités. Oui, nous sommes face à un tour de passe-passe et je le réaffirme, cette réforme de la fiscalité locale sacrifie l'autonomie des collectivités.

Par ailleurs, notre contribution aux péréquations est en constante augmentation malgré l'évolution des dépenses. À ces contraintes extérieures, toujours plus fortes, ajoutons des contraintes réglementaires, toujours plus complexes, toujours plus coûteuses. Depuis 2017, les mesures législatives pleuvent sans cohérence les unes avec les autres. Les lois NOTRe, et MAPTAM, ont considérablement complexifié l'exercice de certaines compétences et la parole des représentants de l'État. Lui-même s'y perd. La mise en place du nouveau régime indemnitaire, le RIFSEEP, comme le FFCT au territoire sont là pour en témoigner. Or, ces mesures « tombées du ciel » et qui rongent le service public se multiplient alors que le gouvernement affirme son intention de réformer les retraites et que l'application de la loi de transformation de la fonction publique constitue là aussi une menace grave pour la fonction publique dans sa globalité.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile que l'élaboration du budget de la collectivité pour 2020 se fera. Elle se fera dans une volonté de résistance, mais aussi de réponses à apporter à la population. Un budget utile pour les Choisyennes et les Choisyens sans remise en cause de nos engagements pris devant les citoyens. Cette préparation du budget primitif 2020 s'inscrit donc dans un contexte très contraint et la section de fonctionnement,

évidemment, reste sous tension. Toutefois, le BP 2020 ne sera pas un budget de renoncement. Il doit permettre de consolider et de confirmer notre politique publique et les dispositifs existants, singulièrement, ceux en soutien au pouvoir d'achat des familles. Pour répondre à la hausse de certaines dépenses ainsi qu'à leur encadrement et faire face à des difficultés, parfois, de ressources, il devient essentiel évidemment de maîtriser nos dépenses de gestion. Ne pas aggraver le solde de la section de fonctionnement est évidemment un objectif pour nous. Il est nécessaire pour ce faire de faire face aux contraintes et de poursuivre nos investissements. Il faut donc se donner les moyens de poursuivre la mise en œuvre d'un programme d'investissement important et fortement nécessaire. C'est aussi contenir une dette, néanmoins utile, qui produit du développement et de la richesse, et la maîtrise de la dette, tout comme son financement, est au cœur de la stratégie financière pour aujourd'hui comme pour demain.

Le budget 2020 sera donc l'affirmation de la consolidation des engagements que nous avons pris, mais également, une étape importante dans un environnement institutionnel et financier, mais aussi social, qui a sensiblement évolué. Il s'agit ainsi de remettre en perspective ce qui fonde l'originalité de nos politiques publiques et leur pertinence au regard de l'évolution des besoins dans un rapport de proximité et rapprocher le plus possible le service public du citoyen. Dans un contexte de difficultés accrues pour une majorité des ménages de notre collectivité, nous nous efforcerons en 2020 de répondre aux besoins tout en maintenant nos actions, sans augmentation de la fiscalité. Répondre aux besoins, c'est également investir et nous poursuivrons le programme de modernisation de nos équipements municipaux. 2020 marquera aussi la poursuite de nos actions en faveur de l'environnement, les projets en faveur du développement durable et du vivre ensemble, pensés en concertation avec les habitants, qui verront le jour. Penser l'avenir, c'est également soutenir le renouvellement urbain. Nous l'avons évoqué avec le contrat du nouveau plan national de renouvellement urbain, et avec nos partenaires, que ce soit l'État, le département, le territoire, et notre bailleur. Nous agissons contre le mal-logement et la précarité énergétique. Enfin, 2020 sera une année marquée par l'émergence de nouveaux équipements emblématiques, à l'image du tramway T9 entre Paris et Orly dont la livraison est attendue à la fin de 2020, mais aussi à travers le nouveau gymnase. Malgré des contraintes inédites, la construction du budget primitif 2020 affirme les choix politiques de la majorité : politique sociale et solidarité, espace public, agenda 21 et préservation de l'environnement, et un service public de qualité. Sans recours à la fiscalité, la majorité réaffirme et tient ses engagements pris en mars 2014 avec le souci de préserver les capacités de financement, des capacités durables, des investissements. La collectivité investit à un bon niveau pour le développement harmonieux de notre ville et de nos habitants.

Pour conclure, je réaffirme que la baisse de la dépense publique et les incertitudes politiques institutionnelles fragilisent considérablement l'action publique dans son ensemble. Je considère que la commune doit rester la collectivité de proximité, une collectivité indispensable, une collectivité utile, et toujours plus à l'écoute des besoins des habitants. C'est bien tout le sens de notre rapport d'orientation budgétaire.

Je vous remercie de votre attention. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur Athéa.

**M. Athéa :** Bonsoir. Je souhaiterais que nous distribuions un document que j'ai préparé. Nous avons pensé pour ce dernier débat d'orientation budgétaire du mandat, avec Nadia Brahimi, qu'il serait intéressant de faire le point de la situation financière de la ville durant tout le mandat et peut-être d'en tirer quelques éléments prospectifs pour les années suivantes.



Dans un premier temps, je vais aborder la situation de la ville en comparaison à la moyenne de la strate nationale pour voir comment notre ville se situe par rapport à la moyenne des villes comparables à la nôtre. Ensuite, regarder comment les principales données financières de la ville ont évoluées au cours de ce mandat. Comme un graphique vaut mieux qu'un long discours, je vous invite à regarder avec moi les graphiques qui vous sont distribués, qui vont clairement retracer les éléments que je veux vous présenter.

Ainsi, comment se situe Choisy-le-Roi par rapport aux villes comparables ? Je commence par les dépenses réelles de fonctionnement par habitant (premier graphique). Tout au long du mandat, les dépenses de fonctionnement à Choisy-le-Roi sont plus élevées que la moyenne de la strate. De façon concomitante, nous voyons sur le deuxième graphique que les dépenses d'équipement brutes, c'est-à-dire d'investissement par habitant, sont également tout au long du mandat, ou égales, ou supérieures à la moyenne de la strate. Cela signifie que la ville rend à travers son fonctionnement plus de services par les services municipaux et d'autre part, qu'elle investit davantage par habitant que la moyenne des autres villes. Nous pouvons donc légitimement nous demander si ces dépenses plus importantes ont entraîné une détérioration de la situation financière de la ville. En page 2, nous voyons l'encours de la dette par habitant. Nous voyons que cette dette est régulièrement inférieure à celle de la moyenne donc, la situation financière de la ville n'a pas été impactée par ces dépenses plus importantes. Nous pouvons aussi nous demander si ces dépenses ont engagé un « dérapage » des frais de personnel. Non, les dépenses de personnel ont été contenues et à partir de 2016, elles sont même régulièrement très inférieures à celles de la moyennée la strate. En conclusion, aussi bien sur les dépenses de fonctionnement que sur les dépenses de personnel, nous constatons un effort de freinage très important et de maîtrise des dépenses tout au long du mandat.

Je rappelle que la population Choisyenne a augmenté de 2500 habitants entre 2014 et 2019. En comparaison aux autres villes, Choisy-le-Roi est très bien placée, que les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont importantes sans détériorer ni la situation financière ni la masse salariale.

Page 3, je présente l'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement. Régulièrement, tout au long du mandat, les dépenses de fonctionnement ont permis de dégager un excédent positif abondant les dépenses d'investissement sans avoir recours à l'augmentation de l'endettement ou demander un recours trop important aux contributions des Choisyennes et des Choisyens. Concernant l'évolution des dépenses de fonctionnement, avec les charges générales de fonctionnement et les dépenses de personnel. Les dépenses de fonctionnement ont légèrement augmenté régulièrement (de 60 à 70 M€). Les dépenses de personnel plafonnent et les charges sont en baisse par rapport à 2016. Ainsi, cette augmentation est très modeste et reste tout à fait normale pour les dépenses de fonctionnement.

Enfin, le dernier graphique concerne l'évolution des recettes de fonctionnement. Les dotations, essentiellement celles de l'État, impôts et taxes. Nous voyons sans surprise que les dotations de l'État sont en recul, qu'elles plafonnent bien plus bas qu'elles ne l'étaient au début de la période. En revanche, pour les impôts et taxes, nous constatons une sensible augmentation due à la hausse des taux engagée en 2017, mais qui est surtout due à une bonne dynamique des bases. Cela a permis une évolution positive des impôts et taxes qui a en partie compensé la baisse des dotations de l'État. Malgré tout, le total des recettes a tendance à plafonner. À mon sens, dans les années à venir, elles vont peu évoluer en restant autour du plafond des 80 M€. Nous aurons certainement du mal à dépasser ce plafond. Ainsi, compte tenu des recettes qui vont plafonner, en raison notamment des incertitudes sur l'avenir de la taxe d'habitation, et si nous voulons continuer à investir dans les conditions qui étaient celles du mandat - des investissements importants sans recours

excessif à l'endettement ni aux contributions des habitants- il est certain qu'il faudra amplifier l'effort de maîtrise des charges de façon à dégager des excédents qui permettront de financer des investissements dans des conditions financières acceptables.

Merci de votre attention.

**M. le Maire** : Pour poursuivre cette intervention à deux voix, Nadia Brahimi.

**Mme Brahimi** : Monsieur le Maire, chers collègues. Ce budget 2020 a un caractère particulier, car c'est le dernier débat de cette mandature. Forcément, pour mieux nous projeter vers l'avenir, nous ne pouvons nous empêcher de porter un regard sur ce qui s'est passé au cours de ce mandat. À bien des égards, il a été compliqué. Compliqué parce que les gouvernements successifs, de droite ou de gauche, n'ont cessé de mettre à mal les finances des collectivités locales. Compliqué parce que nous demandons toujours plus aux communes, on exige d'elles qu'elles soient en première ligne sur tous les sujets, on multiplie les transferts de charges pour ensuite leurs reprocher d'augmenter leurs dépenses de fonctionnement. Compliqué aussi parce que malgré la baisse continue des dotations, les demandes sociales qui augmentent, on a décidé de les enfermer dans une vision budgétaire technocratique, déconnectée de la réalité du terrain. Enfin, « cerise sur le gâteau », on s'attaque à leur autonomie de gestion et au principe de leur libre administration en supprimant la taxe d'habitation. Certes, cette mesure ne peut être que populaire, mais c'est oublier à quoi sert cette ressource essentielle pour les communes qui par leur proximité avec les citoyens sont les premières garantes de l'égalité des citoyens et donc de la cohésion sociale dans notre pays.

Face à cette situation, les élus socialistes et républicains ont à maintes reprises exprimé leurs désaccords, et ce même lorsque la gauche était au gouvernement. Cependant, budget après budget, ils ont toujours défendu au sein de ce Conseil municipal une attitude dynamique, consistant certes à dénoncer, mais surtout à faire preuve de responsabilité en réinterrogeant nos politiques municipales, notre fonctionnement, en recherchant des pistes d'économie, et surtout de nouvelles ressources pour maintenir le niveau et la qualité des services rendus aux Choisyens. Forts de cette conviction, nous avons participé très activement aux côtés de l'administration aux réflexions engagées dès 2014 pour opérer les choix indispensables à mener pour mener à bien notre projet de ville durable, sans remettre en cause les principes qui fondent notre engagement envers les Choisyennes et les Choisyens. C'est pourquoi, au terme de ce mandat, nous élus socialistes et républicains, nous sommes plutôt assez fiers du bilan de la majorité municipale.

Depuis 2014, notre ville a poursuivi son développement. Nous avons construit de nouvelles écoles, entretenu et agrandi d'autres. Nous avons rénové et adapté nos bâtiments communaux, nos équipements sportifs, nos parcs, construit un nouveau gymnase, une nouvelle crèche. Nous avons engagé dans un cadre pluriannuel la rénovation de l'éclairage public pour qu'il soit plus fiable et moins consommateur en énergie. Nous avons inscrit, chaque année, un budget dédié à la rénovation de la voirie. Nous avons obtenu, aussi, de Ports de Paris, l'aménagement tant attendu des quais de Seine et bientôt, un projet mixte autour du sport et de la santé verra le jour dans le quartier du Port. En matière d'habitat, nous avons toujours respecté la règle des trois tiers dans la construction de nouveaux logements et nous avons signé une convention de renouvellement urbain avec l'ANRU pour la rénovation des Navigateurs, avec une dimension écologique et environnementale qui est assez inédite dans ce type de projet.

Malgré les contraintes budgétaires, nous avons sanctuarisé les moyens consacrés à l'éducation, à la culture, au sport, à la vie associative. Avec l'adoption du nouveau programme de réussite éducative, nous avons réaffirmé encore plus fortement notre volonté

d'accompagner les enfants en difficulté scolaire et notre objectif de contribuer à l'épanouissement et à la réussite éducative de tous les jeunes Choisyens sans distinction. En matière d'environnement et de développement durable, aujourd'hui tout le monde se découvre écologiste, pour notre part, nous ne sommes pas cantonnés aux discours, nous avons traduit en actes notre ambition pour une ville durable. Ainsi, dès 2007 nous avons supprimé l'usage des produits phytosanitaires dans le cadre du dispositif Phyt'Eaux Cités, mis en place par le SEDIF. Nous avons installé des centrales photovoltaïques sur les toitures du groupe scolaire Langevin et développé les réseaux de chauffage urbains, alimentés par les énergies renouvelables. Au sud de Choisy-le-Roi avec la géothermie et en centre-ville avec la récupération de la chaleur produite par les usines d'incinération de Rungis et d'Ivry. En matière énergétique, nous avons également lutté contre la précarité énergétique en aidant les familles en difficulté à payer leurs factures de chauffage. Accompagner aussi les copropriétés dans leurs travaux de rénovation thermique et mener des actions de sensibilisation aux économies d'énergie auprès des habitants avec l'Agence de l'énergie. Chaque année, nous avons aussi réalisé des travaux de rénovation thermique dans nos bâtiments communaux.

Nous avons multiplié les démarches auprès de nos partenaires, la région et le département notamment, pour promouvoir les modes de déplacements alternatifs à la voiture. C'est ainsi que nous avons obtenu une augmentation significative pour les années à venir de l'offre de transport en commun avec le tramway, et bientôt le TZen 5, ainsi que l'élargissement du pont pour y aménager une piste cyclable. Toutes ces actions figuraient dans l'Agenda 21, Acte I, qui s'est achevé en 2018. Elles seront amplifiées avec l'Acte II, que nous avons adopté en septembre 2019. La liste est longue, je pourrais continuer ainsi longtemps.

Ne pensez pas que je me livre à un exercice d'autosatisfaction. Avec mon groupe, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Beaucoup de nos concitoyens, dans notre ville, sont encore confrontés à des difficultés sociales et économiques. Pour autant, il est important de souligner toutes ces réalisations, toutes ces avancées dans un contexte où le dénigrement, la politique à ras le bitume, est quasiment devenu la règle dans notre ville. Oui, des dysfonctionnements demeurent. Oui, des incivilités persistent. Oui, nous devons être parfois plus réactifs pour sensibiliser, sanctionner. Les élus socialistes et républicains se sont beaucoup impliqués dans la création de la Direction de l'espace public, dont l'objectif est de mieux coordonner toutes les interventions sur le domaine public. Depuis le début du mandat, nous avons insisté sur le recrutement indispensable d'agents de police municipale et de médiateurs. Nous nous félicitons d'avoir été entendus, même si le recrutement de policiers municipaux s'avère finalement plus compliqué que nous le pensions. Comme je l'ai fait les années précédentes, et peut-être pour la dernière fois en ce qui me concerne, je souhaiterais insister très fortement au nom de mon groupe sur la nécessité de se doter de tous les outils, de tous les moyens humains, matériels, technologiques, pour apaiser l'espace public. Par nos politiques municipales, nous agissons avec force et conviction en faveur de la cohésion sociale, pour ne laisser personne au bord de la route. Cette action doit être complétée par une présence et une réactivité accrue sur le domaine public. Les bases sont jetées, et nous nous en félicitons, mais dans ce domaine nous devons aller encore plus vite et plus loin ensemble.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci. Mme Baron, M. Ennaoura et M. Panetta sont inscrits.

**M<sup>me</sup> Baron :** Je vais pouvoir faire pencher la balance de notre côté. Évidemment, c'est sans surprise, chacun ayant sa propre lecture du rapport d'orientation budgétaire. Nous avons donc la nôtre pour dire ce qui ne va pas. C'est bien beau d'être auto-satisfait de votre gestion de la ville, mais il faut croire qu'une partie de la population, qui subit, n'est pas de votre avis.

Cependant, ces dépenses prévisionnelles peuvent malgré tout convenir quand il s'agit de rénovation des écoles, d'enfouissement des lignes à haute tension, de l'amélioration de l'éclairage, de rénovation des gymnases. C'est le rôle d'une municipalité. Tout de même, c'est un budget à bout de souffle. Bien que cela soit dans un contexte contraint, je le conçois, nous n'apercevons pas d'espoir économique, pas de résultats par rapport aux attentes des citoyens. Le budget ne semble toujours pas permettre d'assurer un service public de qualité, sur la propreté de la ville par exemple. À mon avis, la seule politique ambitieuse pour la ville, c'est celle du bétonnage. Pas d'espaces de vie, de commerces diversifiés, ceux qui restent souffrent et ne sont pas aidés par la commune. Je n'ai pas vu de chiffres sur le bilan quant à l'aide aux commerçants, certains le demandent. Par ailleurs, paysage désolant où nous voyons apparaître des logements récents qui déjà se dégradent. Les habitants se trouvent gangrenés par le choix d'un promoteur qui accumule les malfaçons. Derrière ces problèmes, comme vous l'avez dit, il y a l'humain.

Quant à l'évolution des dépenses prévisionnelles, présentées dans ce rapport, les bases sont empilées. Cela nous laisse perplexes. Rien dans cette perspective ne laisse aux concitoyens le pouvoir de réaliser certains projets, proposés par eux, pour la ville, dans leur quartier. Les projets proposés par cette majorité sont déjà en place, comme le choix du SIRESCO, l'abattage des arbres de la demi-lune. Les projets que les habitants ne veulent pas sont déjà ficelés et financés, tels la destruction du Calypso, l'emplacement du quatrième collège, le changement du PLU pour les constructions, par exemple à sept étages alors que la demande des habitants lors de l'enquête était de ne pas dépasser les cinq étages. Malgré tout, avec des explications bien fournies.

Par ailleurs, dans les engagements pluriannuels envisagés, nous pouvons lire dans ce rapport que l'évolution de la galerie Rouget de Lisle et du centre-ville pourrait conduire à proposer de nouveaux investissements dans les années à venir, peut-être par cette même majorité, cela nous effraie. Qu'advient-il de la gestion des commerces, déjà en piteux état ? Nous y avons connu la mignardise, la bijouterie, le poissonnier, les belles boutiques de vêtements, etc. Qu'en reste-t-il ? Où est le dynamisme de cette galerie ? Le dynamisme d'alors. Comment une municipalité peut-elle décider toute seule de ce qui conviendrait pour tous ? Cela nous laisse perplexes. Tous ces indicateurs nous effraient. Une politique dont nous connaissons la stratégie, ne laissant pas les habitants choisir par des propositions, les concertations dans les quartiers qui s'avèrent inutiles, leurs avis n'intéressant pas beaucoup cette majorité. Je ne parle pas de tout le monde, car j'ai assisté à des réunions de quartier qui ont été très bien gérées par des personnes de la mairie, qui étaient très à l'écoute.

Pour conclure, ce rapport d'orientation budgétaire présage une nouvelle escalade de bétonnage dans la ville. Une densité qui n'annonce pas d'amélioration de mieux-être pour les habitants. Nous n'avons même pas eu, durant ce mandat, de vision écologique tant promise mis à part quelques bacs à fleurs. Tout cela dénote un manque d'intérêt pour la population malgré leurs contributions.

**M. le Maire :** Merci, Madame Baron. Je passe la parole à Monsieur Ennaouara.

**M. Ennaouara :** Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, mes chers collègues. Mon propos sera bref, car beaucoup de choses ont été dites. Certaines avec lesquelles je suis d'accord et d'autres, qui viennent d'être dites, avec lesquelles je ne suis pas du tout d'accord.

Je souhaite être bref, car nous arrivons en fin de mandat et dans une période électorale. Je ne pense pas qu'il soit bon d'imaginer des actions très précises sachant qu'elles seront revues par les futurs représentants de cette assemblée et de la future majorité. *A fortiori*, pour ma part, je ne souhaite pas évoquer et me projeter, car pour des raisons

professionnelles et personnelles, je n'ai pas souhaité renouveler mon mandat. Sur ce, je souhaite au nom de mon groupe dire un certain nombre de choses.

Dire en écho à ce qui a été dit, notamment par Monsieur le Maire, que la réforme institutionnelle des collectivités territoriales engagée par les Présidents successifs Sarkozy, Hollande, Macron, a dégradé fortement le service public rendu à la population. Cette réforme, nous le voyons, se caractérise par un échec. Nous pouvons d'abord penser à la réduction des régions, de 22 à 13, qui a été source d'augmentation de la dépense publique sans une augmentation parallèle du service rendu à la population. Nous pouvons observer que ce besoin de gigantisme et de technocratie, les citoyens et les élus locaux les subissent aujourd'hui. La réforme MAPTAM est du même acabit. La création des différentes métropoles dessert les territoires plus locaux, les territoires plus éloignés. Au final, nous aboutissons à la fois à une centralisation et à une verticalisation importante. Sans une compréhension et une intégration de chaque réalité territoriale. Je ne parle pas de la vacuité des projets, ici et là, lancés par les différents territoires. Reconnaissons néanmoins que c'est le pouvoir national qui organise cela en créant d'ailleurs des situations où nous retirons de plus en plus de fiscalité propre à chaque échelon. À notre niveau, local, nous avons assisté à une fuite des compétences vers ces territoires sans projets. Les communes ont été gravement déshabillées et nous continuons. En tant qu'élus, je l'ai observé malheureusement dans notre commune, nous avons eu un rôle assez difficile au vu de cette contraction continue du budget municipal.

J'ai toujours pensé, et depuis le début de cette mandature, que la construction de superstructures technocratiques et administratives était une très mauvaise idée. Je crois foncièrement à l'autonomie locale et non à la très forte centralisation en cours, qui est aujourd'hui propagée dans les différentes régions. Je crois également que cette centralisation est une véritable menace pour notre démocratie. Enfin, je souhaiterais en écho de ce que je viens de dire, ajouter la chose suivante. Le pouvoir de l'élus local dépend aussi de la capacité et de la volonté de l'administration à la fois à exécuter et mettre en œuvre les orientations. Ainsi, le seul regret que je souhaite exprimer aujourd'hui, c'est celui-là. Des choses fonctionnent bien, voire très bien, et d'autres choses qui ne fonctionnent pas et qui n'ont pas fonctionné, malgré toute la volonté que nous avons pu y mettre en tant qu'élus. Pour être clair je crois qu'un des regrets, que mes collègues de la majorité partagent, c'est l'efficacité des changements sur l'espace public, malgré l'engagement financier connu je crois que le compte aujourd'hui n'y est pas. Voilà la très grande limite que je souhaite observer. Bien évidemment, je me garderais de faire des généralités au sein de la municipalité. Nous connaissons des personnes de grande valeur, à l'écoute des élus. Je pense à Anne-Sophie Leclère, que je salue.

En conclusion, je dirais que nous, élus, nous avons besoin de retrouver une clarté fois institutionnelle avec une véritable autonomie fiscale et budgétaire pour rendre des services à nos concitoyens. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Ennaouara. Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Monsieur le Maire, chers collègues. Avant d'aborder précisément le débat d'orientation budgétaire, puisque nous sommes en période électorale, j'aurais quelques remarques. Une remarque qui m'est venue suite à votre éditorial.

Ce débat d'orientation budgétaire a lieu en période électorale, mais surtout, à une époque tendue, avec mon jeune âge et mon jeune engagement politique, que j'ai peu connue et qui à quelques égards peut faire peur, concernant notre avenir. Je tiens à dire que personnellement, mon engagement politique, dans cette politique, je n'ai jamais considéré que j'aie des ennemis. J'ai des adversaires politiques avec lesquels je ne suis pas d'accord

et c'est pour cela que je me réjouis, d'une certaine façon, au vu de ces derniers jours de grève, une de mes inquiétudes était que des épisodes types gilets jaunes, avec beaucoup de violence, se reproduisent. Heureusement, il n'en est rien. Il me semble que le cours d'une certaine sagesse c'est-à-dire de discussions avec des gens et des organismes qui sont là pour cela, a repris son cours. Cela avait été oublié et je me réjouis de cette reprise. Il ne s'agit pas de mettre de la braise sur le feu. Nous vivons une période très difficile, dans un contexte international très incertain, avec des réformes à venir et des financements attendus notamment pour les nouvelles collectivités, pour la métropole, dont nous ne savons pas ce qu'il va en advenir réellement. Le gouvernement table sur un taux de croissance de 1,3 %, mais beaucoup d'économistes tirent la sonnette d'alarme et s'inquiètent de ce taux de croissance en dessous de 1 %. Nous vivons aussi une aberration totale, une aberration extraordinaire, c'est-à-dire que les états empruntent à un taux négatif, ce qui de prime abord peut réjouir en jugeant cela extraordinaire. C'est complètement fou. Ou les banques poussent les états à s'endetter plus que de raison en disant « vous allez gagner de l'argent ». Pourtant, le principal, il faudra le rembourser. Nous sommes en France à un niveau de dette qui va bientôt avoisiner un an de PIB, il est quand même extraordinaire et fou d'entendre de tels raisonnements. D'autant plus que si un retournement de situation devait avoir lieu, c'est-à-dire des taux d'intérêt qui remontent, nous qui empruntons pour payer du fonctionnement niveau de l'État, c'est quand même fou ce qu'il peut arriver. Ainsi, lorsque j'entends des personnes dire qu'il faudrait revenir sur cette règle des 3 %, que le Nouveau Monde a laissé s'échapper malgré les promesses présidentielles, il faudra bien payer un jour.

C'est là où cela devient compliqué, pour vous, pour nous. C'est ce que je vous disais précédemment, Monsieur le Maire, vous avez écrit dans un de vos manifestes que certains vont dire qu'en claquant des doigts nous ferons ceci ou cela. Je souscris à ce que vous dites, effectivement, nous n'avons jamais été dans une situation où il suffit de claquer des doigts pour réaliser des choses, aujourd'hui plus que jamais. Nous savons très bien, nous qui sommes prétendant à vouloir prendre votre succession, la tâche ardue et les difficultés qui nous attendent. C'est la raison pour laquelle je pense que les discussions qui doivent avoir lieu, au niveau municipal, national, tout en désaccord que nous soyons doivent rester sereines pour rétablir cette confiance que les citoyens n'ont plus envers les politiques. Je dirais que c'est bien dommage et qu'ils ont tort parce que la plupart des politiques que je connais se donnent à leur tâche en toute sincérité, et je pense que vous en faites partie. Nous divergeons sur la gestion de la ville, mais cela s'arrête là, c'est tout. Je voudrais appliquer une autre politique pour notre ville. Je tenais à le dire, car c'est important puisqu'en ce moment, comme l'a dit Mme Brahimi, la critique est facile, etc. Il n'empêche, ce sont bien les électeurs qui élisent les hommes politiques et ils devraient aussi faire un peu leur mea culpa et faire attention justement lors de leur vote et avoir une analyse objective.

Pour revenir sur le débat d'orientations budgétaires, je suis assez satisfait de voir que dans un contexte difficile, les dotations sont assez stables. Alors, effectivement ces budgets, 2020 et le prochain, sont construits avec la suppression de la taxe d'habitation. Nous avons eu ce débat avec la suppression de la taxe professionnelle où tout le monde s'affolait. Nous devons dire que la ville n'a pas été perdante. J'ai des choses à dire sur ce gouvernement, quel que soit le gouvernement, mais je ne vois pas un gouvernement, réellement, mettre en faillite une commune. Cette suppression de la taxe d'habitation, j'en suis certain, sera compensée.

En ce qui concerne la commune proprement dite, vous avez refusé de signer le contrat Cahors, très bien. Il me semble pourtant que c'était du bon sens de ne pas vouloir dépasser plus de 1,1 % des charges de fonctionnement. D'autant plus qu'il serait plus sage de le respecter, car si tel n'est pas le cas, ils préempteront notre budget. Cela signifie que nous n'aurons plus la maîtrise totale de nos budgets. Le gouvernement, dans tous les cas, peut

amputer alors, autant faire ce qu'ils demandent puisque c'est la loi tout en maîtrisant plus amplement notre budget.

Concernant les investissements à venir, ce budget 2020 est un budget prudent. Ce qui m'inquiète pour l'avenir c'est que la rénovation du quartier des Navigateurs est plus que jamais nécessaire, mais elle va peser lourdement sur nos investissements à venir. Il va falloir trouver de nouvelles ressources, s'affairer pour faire face aux nombreux défis qui nous attendent. Par contre, je ne vois rien dans ce budget qui concerne un défi important, celui de la tranquillité publique. Cela revient à chaque budget, c'est une des choses pour lesquelles nous sommes en désaccord. Vous dites avoir embauché ou créé une police municipale, il n'y a pas de police municipale à Choisy-le-Roi. Pourtant, quelles que soient nos différentes appréciations à ce sujet, une police municipale digne de ce nom est attendue par les Choisyennes et les Choisyens. Il faut un investissement conséquent pour la tranquillité publique de notre ville. Lorsque je me promène dans les rues, ce sont les personnes les plus défavorisées, dans les quartiers les plus difficiles, qui sont en demande. Il faut les écouter.

Un défi majeur important aussi, vous le dites vous-même, une ville durable, une ville où nous pouvons vivre, respirer. Or, rien ne fait mention de ces investissements. Certes, je ne fais pas partie d'Europe écologie les verts, mais l'écologie a toujours fait partie de ma préoccupation, moi qui viens de la terre et d'une famille paysanne. Je vois ce qui se passe à Choisy-le-Roi et donc il faut là aussi, sur ces deux aspects, la tranquillité publique et réoxygéner notre ville, car j'aimerais que Choisy-le-Roi devienne un poumon vert. Dans votre rapport d'orientations budgétaires, cela en fait partie pour lutter contre la canicule. Mes enfants, l'abattage des arbres de l'avenue de la République, bien que ce soit pour faire place au tramway que nous avons tant combattu, ce type de tramway qui est néfaste, car lorsque les caténaires seront en panne, tout sera en panne. Nous aurions pu éviter d'abattre des arbres qui avaient 70 ans. J'ai vu ce qui a été replanté au site de maintenance, si c'est ce que nous devons avoir sur l'avenue, c'est la même chose sur la nationale 7, cela ne poussera jamais. C'est un défi de demain, il faut des investissements conséquents pour faire face à cela. L'avenir, effectivement, est rempli d'interrogations, il est incertain, mais j'ai confiance dans la capacité de notre ville, j'ai confiance dans l'humain, je pense que des solutions peuvent être trouvées. J'espère qu'au niveau national une réindustrialisation de notre pays fera jour. C'est le seul moyen de faire venir des entrées supplémentaires, de faire respecter nos frontières dans cette mondialisation qui, il faut bien dire est sauvage. Je suis pour la mondialisation dans le sens d'échanges avec les peuples, d'échanges de solidarité avec les peuples, mais pas dans la concurrence sauvage que l'on nous impose aujourd'hui et qui affaiblit notre pays.

Voilà ce que je voulais dire. Tout n'était peut-être pas concentré sur le débat d'orientations budgétaires, mais je tenais à dire ceci. Merci.

**M. le Maire :** Merci. Je vois que tout le monde reste dans le cadre des minutes que nous avons déterminées en conférence des Présidents. Je n'ai plus qu'un seul inscrit, Patrice Diguët.

**M. Diguët :** Bonjour à toutes et à tous. Ce débat d'orientations budgétaires est bien sur le dernier de notre mandature. Une mandature marquée, comme la précédente, par une volonté exacerbée des gouvernements successifs d'abaisser de façon drastique les dotations de l'État en direction des collectivités locales et territoriales. Le projet de loi de finances pour 2020 s'inscrit pleinement dans cette logique néolibérale poursuivie par notre Président Macron. La colère sociale, et une conjoncture qui se retourne, n'auront pas jusqu'alors suffi à le faire changer de cap. De ce point de vue, les choses sont extrêmement claires. Dès l'introduction de présentation du PLF 2020, il est expressément précisé : *« L'Acte II de la politique budgétaire du gouvernement succède à l'Acte I sans rupture. La*

*baisse des dépenses publiques, la baisse des impôts, et la baisse des déficits publics restent nos ancrs.* » C'est à partir de ce triptyque que s'établit la feuille de route du gouvernement.

La progression du produit intérieur brut sur 2019 ne sera que de 1,2 % au lieu de 1,4 prévu. Nous noterons donc que c'est encore une fois un nouveau ralentissement de notre économie, accentué par une faible croissance de la consommation des ménages qui ne va progresser cette année encore que de 0,8 %. C'est pour la troisième année consécutive que la croissance liée à la consommation des ménages sera de nouveau inférieure à la croissance du PIB de notre pays. En un mot, cela veut tout simplement dire que la consommation des ménages n'est plus le moteur de notre économie. C'est en cela que les choses s'aggravent et c'est bien cela qui montre que notre monde économique est en difficulté. Vous le voyez d'ailleurs autour de vous. Oui, vos administrés vivent moins bien depuis quelques années.

C'est en prenant en compte ce constat qu'il faut apprécier les principales mesures du PLF 2020. Ainsi, des baisses d'impôts programmées, 5 milliards au titre de l'impôt sur le revenu et de la disparition de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour 80 % des redevables, ceux au revenu fiscal de référence inférieur ou égal à 27 432 € pour une part, n'auront qu'un effet limité particulièrement pour les ménages qui, jusque-là, n'étaient pas imposables. N'oublions pas que 50 % de nos compatriotes ne payent pas d'impôt sur le revenu et que 40 % ne payent pas la taxe d'habitation du fait de leur trop faible situation économique. De plus, la plupart de ces personnes ne verront leurs APL revalorisées qu'à hauteur de 0,3 % avec une inflation prévue à 1,3 % en 2020.

Sur le fond, cette baisse des prélèvements fiscaux a de sérieux effets pervers. Elle n'est en effet rendue possible que par une pression correspondante sur la dépense publique qui devrait passer de 53,8 % du PIB à 53,4 en 2020. Bien sûr, qui dit pression sur la dépense publique, dit pression sur les services publics de moins en moins donc, avec un accès de plus en plus limité et difficile, pour les couches basses et moyennes salariées, à des services essentiels, voire vitaux, comme la santé, la formation ou le logement. Il est important de noter que la plupart des associations d'élus ont proposé, de manière répétée au gouvernement, d'opter pour un dégrèvement à la place de la suppression. L'État aurait remboursé aux contribuables une TH qui aurait continué d'être payée aux communes. Cette solution aurait maintenu le lien symbolique entre citoyens et lieu de vie, aurait garanti une compensation intégrale et durable aux communes qui auraient ainsi conservé le pouvoir d'établir les taux. Rappelons qu'à partir de 2020, il ne sera plus possible aux collectivités locales de délibérer pour fixer les taux de TH. Cela revient à affaiblir le pouvoir d'agir des nouvelles équipes municipales nées des élections municipales de mars prochain.

Comme d'habitude, parallèlement à ces mesures, les choix d'allègement en faveur des entreprises les plus fortunées sont confirmés. La suppression de l'ISF, l'instauration des prélèvements forfaitaires uniques sur les revenus des dividendes et la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 % représentent un manque à gagner pour le budget de l'État de plus de 6 milliards d'euros. Certains, qui sans rire, continuent de perpétrer l'idée que ces allègements fiscaux devraient permettre la création d'emplois.

Dans le même temps, nous l'avons appris dernièrement, Bernard Arnault est devenu l'homme le plus riche du monde. La France est devenue la championne d'Europe de la distribution de dividendes aux actionnaires. Ce n'est pas moi qui le dis, même l'INSEE le confirme. Je vous renvoie pour cela dans son dernier rapport, qui dans son portrait social, confirme que les réformes fiscales faites en 2018 et 2019, sous l'ère Macron, ont profité pleinement aux plus riches. Je cite la phrase du rapport rédigé par Michaël SICSIC : « Ces réformes montrent à l'évidence que les 10 % des personnes les plus aisées bénéficient d'un train de vie minimum de trois à six fois plus important que les autres ... Ces résultats ne



*prennent pas en compte la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et celles des droits sur le tabac.* » L'INSEE précise que les réformes de ces prélèvements entraînent une perte globale pour l'ensemble des ménages de 4,5 milliards d'euros. Moins de rentrées fiscales, cela induit forcément un rationnement de la dépense publique. Moins de dépense publique, c'est bien sûr moins d'emplois. L'objectif annoncé par le Président Macron : 120 000 suppressions de postes dont 70 000 dans la fonction publique territoriale, avec de plus, une baisse des effectifs annoncée à la Direction générale des finances publiques, au ministère des Finances, mais aussi au ministère de la Transition écologique. À partir de cette dernière information, nous pouvons douter fortement de la volonté de l'État d'assurer la transition écologique et de lutter contre le réchauffement climatique.

Concernant l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur, si aucune suppression de poste n'est prévue en 2020, après les récentes suppressions de 2019, aucune création n'est prévue non plus et les budgets de fonctionnement suivront la tendance globale au rationnement de la dépense publique.

Sur le plan local, toutes ces baisses de dotations ont, bien entendu, une influence sur notre budget. Certains d'entre vous nous font même remarquer que malgré toutes ces restrictions budgétaires, nous arrivons à élaborer un budget, mais à quel prix ? Je ne vais pas revenir sur le bilan de l'action de la majorité au cours de ces six années. Nous pouvons, je pense, être très fiers de ce que nous avons fait. Je voudrais rappeler que la DGF distribuée par l'État aux collectivités locales est passée de 41 milliards à 26 milliards d'euros entre 2011 et 2018. L'objectif annoncé du gouvernement est de réduire de 13 milliards d'euros supplémentaires sur la durée du quinquennat. Pour atteindre cet objectif, l'État poursuit donc le gel annoncé des recettes et confirme la poursuite, et sûrement, la généralisation de l'encadrement des dépenses de fonctionnement. C'est ce que l'État appelle la logique partenariale de contractualisation avec les collectivités locales. Dans les faits, nous le savons bien, il n'existe pas de logique partenariale, mais bien une injonction à travers des arrêtés préfectoraux sommant les collectivités à se voir imposer un taux d'évolution de leurs dépenses. Dans notre ville, ce désengagement de l'État impacte forcément le montant de notre DGF puisque cette dernière est passée de 10 690 000 € perçus en 2014 à 8 878 000 € en 2019, soit une baisse de 17 % malgré une augmentation significative de notre population, puisque de 43 405 habitants en 2014, nous sommes maintenant à 46 343 en début 2019. Une augmentation de 6,5 %.

Parallèlement à cette baisse des recettes émanant de la fiscalité des ménages, nous progressions de 17,79 % passant de 27 459 000 € en 2014 à 32 343 000 € en 2019. Les recettes d'exploitation, composées en grande partie des participations des ménages aux fonctionnements et services, ont progressé de 3,49 % au cours de notre mandat. Il est important de préciser que cette augmentation des recettes fiscales est due en grande partie à la revalorisation des bases pour 15,63 et la décision que nous avons prise en 2017 de majorer le taux communal de 2,98 %. Je ne mentionne pas le fait que notre compte prévisions en péréquations diverses est en constante évolution.

À travers tous ces chiffres, nous voyons le basculement qui s'opère entre le désengagement de l'État et le recours à la fiscalité grandissante des ménages pour finaliser notre budget. Pour autant, nous faisons nôtre l'engagement de notre Maire. Le budget primitif de l'année 2020 ne sera pas en effet un budget de renoncement. Il doit nous permettre de continuer à mettre en œuvre la politique sociale qui nous différencie de celle menée par des maires de droite. En même temps, nous permettez de poursuivre notre programme d'investissement, déjà très éloquent au cours de ce mandat. Le poursuivre avec notamment l'ouverture prochaine d'un nouveau gymnase dans le quartier des Hautes Bornes.

Pour autant, de quoi sera fait l'avenir ? De quels moyens financiers disposerons-nous en 2021 ? Les mesures fiscales qui s'annoncent ne vont pas nous rassurer. Monsieur le Maire en a parlé, je ne vais pas y revenir. Ce ne sont pas non plus les incohérences en matière de redécoupage des territoires qui vont élever notre volonté d'être au plus près des populations. Cette volonté de déposséder les communes de leurs compétences en matière de logement, d'aménagement, de développement économique, n'a pas d'autres buts que de faire grandir la participation des entreprises privées dans la gestion communale avec, en fil rouge, la recherche de profits. J'ai envie de dire à notre Président Macron qu'il n'est plus, officiellement s'entend, le fondé de pouvoir de la banque Rothschild, et qu'il n'a pas le droit de se servir de notre République et de notre héritage historique avec ses conquêtes sociales pour faire du « fric » au profit d'une minorité de nos concitoyens.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Diguët. Je n'ai pas d'autres inscrits donc nous pouvons prendre acte que nous avons bien présenté ce ROB et avoir eu ce débat en séance. Ceci étant, permettez-moi quelques remarques par rapport à ce que j'ai pu entendre.

Ce que je ressens, c'est que je vois une majorité unie et déterminée. C'est important dans la période que nous vivons à la fois socialement, comme pour la gestion des collectivités. Je vois aussi une soirée faite d'annonces. J'ai entendu un certain nombre d'élus présents qui faisaient part du fait que c'était le dernier débat d'orientations budgétaires, l'avant-dernier Conseil municipal auquel ils assistaient. Puis, j'ai découvert une autre annonce, très importante. C'est que Mme Baron n'est pas d'accord avec les orientations municipales.

C'est une annonce importante, je m'en réjouis puisque nous ne sommes pas là pour mettre en œuvre la même politique. Alors, non, Madame Baron, je ne considère pas que le budget de la commune soit un budget à bout de souffle. Au contraire, plus que jamais nous nous sommes fortement entraînés et nous avons du souffle pour poursuivre nos efforts. Pas des efforts sur un cent mètres, mais des efforts d'un coureur de fond, et nous allons continuer et poursuivre. C'est bien l'esprit du non-renoncement, de la résistance, et de notre volonté. J'entends bien que vous êtes là pour déterminer des bons points. Avons-nous ou non bien fait ? Que reste-t-il ? Ce serait une phrase à entonner ensemble, avec un petit refrain, mais que reste-t-il d'il y a 20 ou 30 ans ? Madame Baron, le monde a changé, la société a évolué, et les populations se déplacent. Elles sont diverses. Des référendums sont passés par là, Maastricht notamment, puis la situation du monde du travail évolue et se durcit.

De plus, je vois bien que vous souhaitez fortement axer sur quelque chose qui nous, au contraire, nous préoccupe fortement. À la fois la question de l'avenir de la planète et si nous nous sommes inscrits dans la démarche de ville durable de demain, ce n'est pas qu'une histoire, comme vous l'avez dit, de petits bacs et de petites fleurs. La question du développement durable est plus profonde que cela, c'est aussi le rapport de l'humain vis-à-vis de notre terre, vis-à-vis de la planète. Pour nous, c'est mettre en perspective plusieurs choses. Des évolutions sociales, environnementales, et économiques, avec le souci de créer la participation citoyenne dans cette démarche. Cela, Madame Baron, c'est un projet de société. Nous sommes bien dans ce cadre lorsque nous réfléchissons à la ville durable de demain.

Ce n'est pas la première fois que dans vos interventions vous faites référence, vous l'avez dit en introduction, à l'expression « le pipeau » ; Le pipeau de la démocratie participative et de l'implication citoyenne. J'ai bien peur que cet argument tombe à plat, Madame Baron, parce que vous allez le développer vers les citoyens. Notre démarche de culture de la participation s'enracine fortement. Je peux donner quelques exemples, au risque peut-être que vous les ayez oubliés. La démarche des NPNRU, avec un prix à la clé, et un deuxième prix qui est arrivé il y a 15 jours. Notre démarche de participation citoyenne, reconnue par la gazette des communes et le ministère de l'Environnement. Personne ne l'a fait en France,

nous, nous l'avons fait. Le Président de l'Assemblée nationale nous a félicités de ce point de vue. La mise en place des comités de résidents, animés par Catherine Desprès, pour nos retraités. Souhaitez-vous que nous en parlions ? Sur leurs projets, sur ce qu'ils développent, sur ce qu'ils font ? Voulez-vous aussi que nous parlions de la démarche « Un projet dans mon quartier », qui a été mise en place dès le début du mandat et tout ce que cela a demandé de travail à l'administration et sur les projets avec la venue des promoteurs, que vous avez envie de mettre au pilori ? Quand vous dites que la ville est en train de se « bétonner » ? C'est ce que nous entendons, mais vous oubliez de citer les démarches restrictives que nous avons mises en place sur notre PLU. Cela, vous oubliez d'en parler. De même que la mise en place du Conseil citoyen des enfants, avec tout le travail qu'ils font. Le travail aussi qui est fait dans le CLVA, à travers les assises du sport et l'implication de l'ensemble des Présidents. La mise en place des comités de suivi dans les quartiers. Voulez-vous que je fasse la liste ? Voulez-vous, aussi, que je fasse la liste de vos amis voisins qui gèrent des villes, de votre bord, pour savoir s'ils ont autant de dispositifs et s'ils sont aussi attentifs à la population que nous le sommes ?

Je vous en prie, arrêtez cet argument de dire que dans cette ville, il n'y a pas de démocratie, ni de consultation, ni de concertation, excusez-moi, nous faisons la démonstration inverse. Plus que jamais. Je pense que de ce point de vue nous n'avons pas de leçons à recevoir.

Concernant ensuite votre intervention, Monsieur Panetta, je sens dans vos propos un souci et des inquiétudes. Soyez assuré que je vais faire le nécessaire pour que vous n'ayez pas à l'avenir trop de soucis pour gérer cette ville. Sachez que je vais tout faire pour que cela ne puisse pas arriver. Je reste là-dessus sur cette petite note d'humour. Je voudrais vous dire aussi que le budget, en effet, est un budget prudent, car j'ai souhaité, et je remercie l'ensemble des services et les élus qui ont été attentifs à cette démarche, que ce budget permette au nouvel exécutif, quel qu'il soit, d'avoir une possibilité dans un budget supplémentaire de mettre en œuvre ses orientations. C'est une volonté que j'ai eue, ce n'est pas vrai dans toutes les communes, mais cela permettra à ceux qui viendront après nous de pouvoir faire évoluer ce budget. Je pense que c'est bien d'avoir procédé ainsi.

Je vous demande de prendre acte du fait que nous avons bien présenté ce ROB et nous poursuivons notre ordre du jour.

*Le Conseil municipal prend acte.*

## **HYGIÈNE - SANTÉ**

**→ 14. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une station de déshydratation des déblais et boues de forage des tronçons T2A et T3A de la ligne "15 sud" du Grand Paris express**

**M. le Maire :** Nous sommes au quatorzième rapport. Cela a été présenté en commission, il n'y a pas eu de remarques. Vous savez que nous avons trois délibérations sur des installations classées où l'avis des communes est demandé du fait que ces installations sont dans des communes voisines. Y a-t-il des remarques sur ce point ? Non, nous adoptons.

*La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité.*

→ **15. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une installation de fabrication de béton prêt à l'emploi**

**M. le Maire** : Pas de problèmes, nous adoptons.

*La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.*

→ **16. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Exploitation d'une unité de valorisation locale des biodéchets par microméthanisation containerisée**

**M. le Maire** : Pas de problèmes, nous adoptons.

*La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité.*

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

→ **17. Rapport d'activité 2018 du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF)**

**M. le Maire** : Quelques mots pour vous dire qu'il s'agit du plus grand service public d'eau en France avec 785 000 m<sup>3</sup> d'eau produits chaque jour. Près de 250 milliards de litres ont été fournis aux usagers en 2018 grâce à un réseau de canalisations qui fait près de 9000 km. Le SEDIF et son délégataire gèrent un budget consolidé de 580 000 € et développent des techniques de production et de distribution de très hautes technologies à partir de trois usines, dont la nôtre, parmi les trois plus performantes du monde, situées sur les trois cours d'eau que traversent la région parisienne, l'Oise, la Seine et la Marne. En investissant chaque année 150 M€ dans ces installations contrôlées en permanence, ce service public de l'eau garantit une eau sûre répondant aux besoins des abonnés. La qualité sanitaire de l'eau du SEDIF est attestée par des centaines de milliers d'analyses réalisées tout au long du parcours de l'eau jusqu'au robinet du consommateur. La démarche est respectueuse de l'environnement. Ce service de l'eau est certifié ISO 14 001 et est soucieux d'offrir le meilleur service à ses usagers, le SEDIF dispose d'un service clientèle moderne et s'est doté d'outils comme l'observatoire de la qualité de service public permettant aussi d'évaluer en permanence les satisfactions des usagers, ou leurs critiques, ou leurs remarques.

Vous pourrez trouver dans une brochure, ou sur le site du SEDIF, les chiffres essentiels permettant à chacun de prendre la mesure des moyens mis en œuvre par notre syndicat qui livre aujourd'hui pour 1,38 € par m<sup>3</sup> - 1 m<sup>3</sup> c'est 1000 litres d'eau. Cela défie toute concurrence. En achetant à Leclerc ou ailleurs, vous n'en trouverez pas à ce prix-là et ceci, 24h/24h, 365 jours/365 jours par an. En plus, vous n'avez pas besoin de prendre votre voiture, c'est livré à domicile en tournant le robinet et ceci évidemment sans déchets et avec une qualité irréprochable. Je crois que le Président Santini sera content, j'ai bien présenté le rapport du SEDIF.

Y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Concernant le SEDIF, M. Diguët a cité M. Arnault. Je ne voudrais pas faire ici l'historique de l'enrichissement de certaines personnes grâce à la commercialisation de l'eau. Dont un fameux personnage qui avait racheté SFR, etc., qui avait je ne sais combien de milliards, qui était soi-disant ruiné, mais qui avait le plus bel appartement de New York, et encore aujourd'hui. C'est là où je pointe, Monsieur le Maire, vos contradictions. Je me rappelle d'une époque où nous avions un service pour l'eau à Choisy-le-Roi. De fait, lorsque je dis que sur certaines choses nous pouvons nous rejoindre, je ne comprends pas votre

emballage pour le SEDIF ou alors, vous n'êtes plus de gauche. Vos amis de gauche, ils seraient plus pour revenir à une régie directe. Est-ce la solution ? Je ne le sais pas, mais il faudra bien un jour en discuter, il faudra bien l'aborder, il faudra bien comparer. Moi, Monsieur le Maire, cela ne m'inquiète pas dans l'avenir d'envisager cela si je suis aux commandes de la ville. Je n'ai pas de soucis d'être aux commandes de la ville, simplement, je suis quelqu'un de réaliste. Je sais que c'est difficile, mais cela ne nous fait pas peur et notamment ce point en particulier. Un jour, ce point viendra à l'ordre du jour parce qu'encore aujourd'hui on s'enrichit sur la commercialisation d'une denrée qui appartient à l'humanité. Cela, c'est inacceptable. Merci.

**M. le Maire :** Je suis obligé de réagir. D'une part parce que je vous rappelle que ce syndicat est un syndicat intercommunal, maintenant interterritorial, avec des représentants, c'est le plus gros syndicat d'Europe avec le SIAAP et s'il a été créé, c'est pour permettre quelque chose qui est fortement communiste et de gauche. C'est l'équité et l'égalité sur le prix de l'eau. 1,38 € pour l'eau potable. Sur votre facture, c'est 4,30 € puisqu'il y a la part assainissement. Cela garantit pour tout le monde un prix de sortie de l'eau défiant toute concurrence. Vous le savez, je suis pour un service public national de l'eau et concernant la gestion, je suis aussi pour un service public de l'eau. Il s'avère que le SEDIF est un service public de l'eau, géré par les élus avec aujourd'hui, une régie fortement importante. Tout le monde oublie cet aspect. Un délégataire gère la production de l'eau. Ce délégataire a une délégation fortement maîtrisée. Puisque vous parlez de l'enrichissement, sachez qu'à partir du mois prochain, votre eau va baisser encore de 10 centimes. Je vous l'annonce, c'est grâce au service public de l'eau et au SEDIF. Puisque vous me parlez d'une régie publique qui pourrait revenir pour gérer la production et la distribution, sachez que les études sont en cours, elles ont été faites et vont être rendues publiques. Soyez donc attentif aux décisions qui vont être prises et à ce qui va être rendu public.

Ne tirez pas de conclusions hâtives et de ce point de vue, il faut être fortement réaliste. Il ne faut pas non plus faire des effets d'annonces qui seront irréalistes parce que la distribution de l'eau ne s'invente pas. Cela doit se réfléchir, se construire, et ça représente des investissements. Les chiffres que j'ai annoncés, je ne vois pas qui en régie publique pourrait assumer de tels investissements et sur quelles échéances. Il est vrai qu'un certain nombre de représentants du SEDIF ont fait d'autres choix, mais discutez avec eux maintenant. Après les études et après réflexion, je pense qu'ils vont fortement revenir sur le mode de pensée au regard de ce que cela signifie pour l'avenir et pour le coût de l'eau pour les usagers. Cette démonstration sera faite bientôt et sur laquelle je ne bougerai pas.

*Le Conseil municipal prend acte.*

## **→ 18. Transfert de la convention de rénovation des copropriétés à l'Établissement Public Territorial GOSB**

**M. le Maire :** Nadia Brahimi, y a-t-il eu des remarques ? Non, tout va bien.

*La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.*

## **SPORTS**

### **→ 19. Approbation de la tarification des activités sportives au 1er janvier 2020**

**M. le Maire :** Anne-Marie Arnaud.

**M<sup>me</sup> Arnaud** : Il vous est proposé ce soir d'approuver les propositions de hausse des tarifs des activités sportives par une augmentation de 2 % et de fixer les nouveaux tarifs de location des installations sportives municipales. Les stades, piscines, gymnases et enfin, fixer le remboursement des frais de déplacement pour les associations sportives de sport individuel. Je tiens à préciser que la commission qui s'est réunie le 3 décembre a approuvé ces propositions à l'unanimité.

**M. le Maire** : Reprenez votre souffle, Madame Arnaud, puisque le rapport du SIFUREP est très attendu par tout le monde. Je ne souhaiterais pas que ce rapport soit passé sous silence.

Comme nous parlons de sport, permettez-moi de vous présenter ce document. Vous avez pu voir que j'ai un pin's depuis ce soir, qui m'a été donné par Tony Estanguet, Président de la mise en place des Jeux olympiques à Paris. Pourquoi ce prix ? Parce que Choisy-le-Roi vient d'être reconnue terre des Jeux pour 2024. Le Comité d'organisation des Jeux olympiques a lancé en juin un label terre des jeux avec pour objectif d'associer les collectivités à la démarche pour définir des centres de préparation, notamment olympiques, pour recevoir les équipes. De nombreuses délégations internationales sont à même de venir et l'équipe de préparation des Jeux sera donc à la recherche de centres de préparation appropriés dans l'optique de préparer au mieux en amont la compétition. Nous avons donc postulé et nous sommes retenus dans le cadre de cette démarche. Viendra ensuite un deuxième temps, accueillir un centre de préparation pour recevoir les équipes.

Aujourd'hui, nous sommes dans la démarche. Nous avons décidé que le département du Val-de-Marne serait le chef de file de cette démarche pour les villes qui avaient porté leur candidature et aussi, avec le comité départemental du tourisme. Nous ferons donc le nécessaire avec le comité départemental du tourisme pour accueillir des équipes. Que ce soit ici, à Choisy-le-Roi, comme au parc interdépartemental des sports à la fois sur les disciplines d'aviron, de triathlon, de football, etc. Je vous donnerai des nouvelles ultérieurement, mais sachez déjà que nous sommes retenus.

*La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.*

## **DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC**

### **→ 20. Approbation de la tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2020**

**M. le Maire** : Madame Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi** : Nous l'avons présenté en commission et cela n'avait pas fait débat. Comme chaque année, nous vous proposons de réévaluer le tarif de tous les dispositifs qui occupent le domaine public. Le détail vous est fourni dans la notice. Nous vous proposons une augmentation de 2 %.

**M. le Maire** : Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Nous avons pris la décision de nous abstenir pour deux choses. Concernant les taxes sur les commerçants et une équipe qui vient tourner un film, c'est deux choses différentes. Les 2 % d'augmentation ne me posent pas de problèmes, ni le fait que sur l'espace public il y a une redevance, pas du tout. Cependant, au vu de nos pérégrinations, il nous semble que les commerçants, les forces vives, comprennent mal pourquoi ils sont taxés. Nous avons besoin de faire œuvre de pédagogie et de communication auprès d'eux. Nous, nous serions plutôt sur le fait, vis-à-vis, de certains commerçants qui investissent dans

leurs commerces qui sont particulièrement touchés où 2 € ce n'est rien, mais certains se retrouvent à payer 400 € par an alors qu'ils viennent d'arriver, et d'investir, et qu'ils rendent service à la ville, je pense qu'il faudrait remettre cela à plat. Les réunir, leur expliquer, discuter et faire du cas par cas. Nous ne nous opposons pas, nous nous abstenons parce que nous voudrions revoir cette question avec les intéressés.

**M. le Maire :** Merci pour cette explication de vote. Monsieur Boivin.

**M. Boivin :** Simplement pour vous donner un chiffre pour relativiser les droits de voirie. Ils ont représenté en 2018, 27 734 € pour 300 commerces. Si nous faisons la division, cela s'élève à 92 € par commerce. Ce n'est pas une somme conséquente. En 2019, c'est du même ordre, même si l'année n'est pas finie.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Ce que vient de dire M. Boivin est très intéressant. Je pense que des commerçants doivent échapper à la taxation. Nous devrions donc être plus vigilants, car elle devrait être plus importante par rapport au nombre de commerçants. Justement, du fait que la rentrée pour la ville n'est quand même pas si importante alors que l'incompréhension des commerçants est importante. C'est pour cela, sans revenir sur le bien-fondé de cette taxe, qu'il est important de communiquer avec les commerçants et c'est dans ce sens que nous nous abstenons. Peut-être que certains pourraient payer plus, et que d'autres, en situation difficile parce qu'ils ont investi et que la situation est difficile pour les commerçants, il faudrait peut-être les aider. C'est dans le sens d'avoir des discussions, de faire des arbitrages. Effectivement, ce n'est pas l'affaire du siècle, mais je pense que dans une commune il faut de l'assentiment, que nous soyons en phase, ne pas voir des gens ruminer dans leur coin. Il faut que les décisions soient comprises et cela n'est pas compris. Ils voient cela comme une punition. À mon sens, ce n'en est pas une, bien sûr. Je pense que nous devons travailler là-dessus, il n'est pas question des sommes en jeu, bien que pour certains ils sont à 500 € près par an. Il y a un devoir de restructuration, de communication, ce n'est pas une punition. Nous avons des propositions à faire que nous ferons en temps voulu. Merci.

**M. le Maire :** Bien, nous ne sommes pas à l'heure des annonces, j'ai bien compris qu'elles viendraient plus tard. Élément explicatif Madame Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** J'ai bien entendu ce que vous avez dit, Monsieur Panetta, mais un, il y a une règle, cela doit s'appliquer à tout le monde. Nous n'allons pas faire des différences entre tel ou tel commerce pour cette redevance. La règle est valable pour tous les commerçants et toute occupation du domaine public. Ensuite, les commerçants comprennent exactement ce qui se passe sauf que c'est comme pour beaucoup de citoyens. Par exemple, pour les stationnements, ils considèrent que l'occupation du domaine public devrait être gratuite. Après, c'est la raison pour laquelle ils ne veulent pas payer, cela nous permet de réguler cette occupation, de ne pas laisser les commerçants faire ce qu'ils ont envie, d'installer des terrasses, etc. Cela nous permet d'avoir un regard sur ce qui est fait. Je peux vous affirmer qu'énormément de Choisyens se plaignent, parfois, quand ils sont confrontés à des commerçants qui débordent sur le domaine public. Cela nous permet donc de fixer des règles, d'avoir un pouvoir de contrôle et comme l'a dit Bernard Boivin, ces sommes ne mettent pas en péril l'équilibre économique de leur commerce. C'est leur choix d'occuper le domaine public et ces sommes ne sont pas très importantes.

**M. le Maire :** Je sou mets aux voix.

*La délibération n° 20 est adoptée à la majorité (33 pour, 6 abstentions).*

→ **21. Modification de la tarification du stationnement payant sur voirie : instauration d'une redevance spécifique pour les commerçants en zone 2.**

**M. le Maire :** Madame Luc.

**M<sup>me</sup> Luc :** Notre politique de stationnement réglementé varie en fonction de la densité, du périmètre, et aussi de l'offre alternative notamment celle des parkings souterrains. Elle se traduit par l'existence de trois zones. La zone I, l'hyper centre-ville, à forte densité, qui nécessite une rotation importante et qui bénéficie de plus de 700 places de parkings souterrains. Le premier quart d'heure dans cet hyper centre est payant et la durée maximale est de quatre heures. La zone II correspond à l'avenue Victor Hugo, à l'avenue Louis Luc et au petit parking devant l'espace Mouloudji. Cette zone, aussi, est dense avec des commerces de proximité ou à proximité de la gare. Nous avons fait le choix de faire une gratuité d'une heure et une durée maximum de six heures. Enfin, la zone III, la zone à dominante pavillonnaire où le stationnement est gratuit. Nous le savons tous, cet espace est saturé, avec un stationnement anarchique. Deux quartiers ont commencé à travailler sur cette question : les Gondoles sud et les Gondoles nord. De nombreuses réunions ont lieu avec les habitants, notamment dans le cadre du schéma de mobilité pour rendre plus cohérent ce stationnement. Les travaux ont commencé, ils seront achevés fin février, si le temps le permet, et les zones 30, telles que nous les avons décidées avec les habitants, instaurées.

Dans la continuité de cette politique de différenciation, nous souhaitons mettre en œuvre des conditions et des tarifs propres à une catégorie d'usagers, les commerçants uniquement en zone II, car ils n'ont aucune possibilité de stationner en parking couvert au contraire des commerçants de la zone I. C'est notre façon, Madame Baron, de soutenir le petit commerce. Nous souhaitons instaurer une redevance spécifique, un abonnement que nous avons fixé à 50 € mensuels. Une vignette autocollante sera fixée sur le pare-brise, évidemment après recevabilité du dossier administratif en mairie.

La notice vous précise toutes les modalités administratives à mettre en œuvre.

**M. le Maire :** Merci, Madame Luc. Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Madame Luc, je vous remercie pour le soutien des commerçants, des petits commerçants, je parlais de ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Je suis d'accord pour les zones, cela a été bien fait. Par contre, la redevance mensuelle de 50 €, si nous regardons sur Paris, sur Lille, sur Lyon, elle leur coûte 40 € par mois donc 1,50 € la journée. Il me semble que 50 € c'est trop cher.

**M<sup>me</sup> Luc :** Pourquoi 50 € ? Nous avons pris comme étalon l'abonnement en parking souterrain qui est de 67 €. Nous avons souhaité que ce soit moins cher puisqu'il n'y a pas de gardiennage comme dans les parkings. Par rapport aux villes environnantes, il s'agirait d'une moyenne donc 50 € par mois, c'est acceptable.

**M<sup>me</sup> Baron :** Ceux qui sont à Victor Hugo, sous le pont, ils ont vraiment besoin d'avoir leur voiture à proximité.

**M. le Maire :** Attendez, Madame Luc, ne répondez pas, laissez Madame Baron développer son point de vue, donner les bons points, elle aime bien tout cela. Je vous en prie, continuez, Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Écoutez, mettez-vous à ma place dans l'opposition alors ! Nous pouvons faire ainsi la fois prochaine, vous verrez que vous ne pourrez pas donner votre point de vue. Nous sommes très peu à donner notre point de vue donc je me permets de donner le mien.



**M. le Maire** : Nous sommes tous Choisyennes et Choisyens ici. Allez-y, continuez.

**M<sup>me</sup> Baron** : Je me permets de le faire. Je paye des taxes aussi et les taxes foncières sont assez élevées.

Je parlais des petits commerçants, en regardant les grandes villes, j'ai été étonnée de voir que c'était à 40 € pour certains. C'est tout ce que je souhaitais dire, faites ce que vous voulez après.

**M. le Maire** : C'est gentil de nous dire que nous pouvons faire ce que nous voulons. La proposition est celle écrite dans cette délibération, y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame Benkahla.

**M<sup>me</sup> Benkahla** : Très rapidement, comme cela vient d'être dit, les commerçants sont les partenaires de la ville donc cette délibération arrive à point nommé puisqu'elle prend en compte les problématiques liées à l'activité professionnelle des commerçants. C'est une proposition qui est faite, elle est très attendue. Il faut savoir que des rencontres ont eu lieu avec un collectif de commerçants. Une rencontre qui s'est faite avec Monsieur le Maire, à deux reprises. Une partie des représentants du collectif des commerçants sont présents dans l'assemblée et je sais qu'ils étaient très attentifs et qu'ils attendaient cette proposition. Nous ne pouvons que saluer cette proposition qui est urgente, qui arrive un peu tardivement, mais qui était nécessaire. Elle s'est vraiment faite en concertation, en lien, avec le collectif des commerçants et les services de la ville. Ces échanges ont permis d'adapter sur mesure cette proposition de parking sur l'espace public. Une expérimentation de six mois va être menée, le but étant de revoir aussi le collectif de commerçants et faire un premier bilan de cette nouvelle mesure qui, je l'espère, leur rendra la vie un peu plus facile.

Merci en tout cas de votre présence.

**M. le Maire** : Avec un travail concomitant des différents élus sur les questions de prévention-sécurité et les élus présents dans les quartiers au regard de leurs délégations. Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Je ne vais pas vous donner de mauvais points ou de bons points. C'est simplement un débat et nous allons nous abstenir aussi. Je ferai la même remarque que précédemment. J'apprends que Mme Benkahla a rencontré un collectif de commerçants, il se trouve que moi je rencontre des commerçants. Je serai ravi de rencontrer ce collectif de commerçants, il me semble qu'un problème à Choisy-le-Roi c'est que les commerçants ne sont pas représentés. Tous les commerçants que je vois me disent qu'il n'y a pas de syndicat des commerçants. D'ailleurs, des commerçants se proposent d'en monter un et c'est pour cela que je disais, lors d'une précédente intervention, qu'il est bien à tous les niveaux, national, municipal, etc., de pouvoir dialoguer avec des gens représentatifs.

Les commerçants que je vois, qui ont eu vent de cette mesure, trouvent encore que c'est assez élevé. Je vous assure que le commerce à Choisy-le-Roi ne se porte pas si bien que cela et 50 € par mois, c'est 600 € par an. Pour certains, cela peut peut-être passer, mais pour la plupart de ceux que j'ai vu cela ne passe pas. Ainsi, nous ne votons pas contre, nous nous abstenons. Nous aimerions, de nouveau, revoir cette question avec les commerçants. Je ne comprends pas que ce soit réservé à la zone II. Mme Brahimi nous a expliqué précédemment que nous devons traiter tout le monde de la même façon, il me semble qu'en ce qui concerne le parking ou des places d'occupation de terrains publics, pourquoi là nous faisons des aménagements alors que précédemment il nous a été dit que nous ne pouvions pas faire d'aménagements.

Je pense que nous pouvons effectivement faire des aménagements, nous pouvons en discuter, mais au vu de ce que nous savons, les commerçants ne sont pas favorables. Cela ne signifie pas qu'ils ont raison de ne pas être favorables, cela signifie que nous prendrons le temps de discuter avec eux pour examiner ce qu'ils accepteraient, qui est favorable, pourquoi ils ne sont pas favorables. N'ayant participé à aucun débat et surtout, n'ayant pas rencontré le collectif de commerçants, si Mme Benkahla me présente ce collectif de commerçants et qu'ils m'expliquent qu'ils sont pour et qu'ils sont représentatifs, je revoie tout de suite ma position. À ce jour, pour moi, à Choisy-le-Roi, il n'y a pas de syndicat de commerçants, pas de collectif de commerçants. Certains se nomment représentatifs, des associations, soi-disant, de commerçants. Une par exemple qui devait dépenser de l'argent, qui devait présenter un projet en trois mois, notamment pour faire de la signalétique, nous n'avons jamais rien vu. Ni projet ni actions. Je sais, par ailleurs, qu'ils organisent des danses folkloriques. Très bien, mais ce n'est pas ce que les commerçants attendent. Pour l'instant, il n'y a pas d'association de commerçants et c'est ce qui me met en colère. En effet, je fais mes courses à Choisy-le-Roi, je discute avec les commerçants. Un commerçant m'a même interpellé dans la galerie marchande, il ne comprend pas pourquoi il disposait de deux parkings. C'est suite à un problème dramatique, je crois que ce parking était fermé suite à un incendie. Il avait deux parkings à disposition et maintenant il n'en a plus ou alors il lui est proposé de payer sur la voie publique.

J'entends ce qu'ils me disent, je ne dis pas que vous avez tort et qu'ils ont raison. Nous avons besoin d'y voir clair. À l'avenir, il faudrait penser à avoir un syndicat de commerçants à Choisy-le-Roi. Merci.

**M. le Maire :** Avant de donner la parole à Nadine Luc pour qu'elle puisse vous répondre, quelques éléments.

Ce n'est pas à la municipalité de faire en sorte que les commerçants s'organisent. C'est à eux de s'organiser entre eux. Pour le moment, deux associations de commerçants existent. Je ne sais pas aujourd'hui quel est leur rayon d'action et leurs activités, le plan de communication, les budgets, qu'ils développent et qu'ils déploient pour valoriser le commerce sur Choisy-le-Roi et créer des animations. Ceci étant, je pense en effet que nous aurions besoin d'avoir des associations de commerçants qui dynamisent ce secteur d'activité et qui pourraient demander le soutien de la commune comme cela a pu être fait auparavant. Pour le moment, ce n'est pas la situation.

Personnellement, je serais favorable à ce qu'il y ait une semaine ou une quinzaine commerciale sur Choisy-le-Roi, avec des opérations spécifiques. Je serais favorable à ce que les commerçants puissent s'organiser dans leur rue pour faire en sorte qu'à la période des fêtes il y ait plus de décorations, etc. Des choses sont à réfléchir, je ne vais pas me substituer à eux, c'est à eux de s'organiser.

Sur l'autre aspect, oui, des collectifs de commerçants s'organisent sur certaines demandes, certains points de vue. C'est de ma responsabilité de Maire, comme des adjoints qui les avaient déjà reçus, de pouvoir entendre ce qu'ils ont à dire et leurs doléances. C'est vrai aussi sur beaucoup d'autres collectifs. Un travail est fait avec mon ami Patrice Diguët et la vice-présidente du territoire. Je vous rappelle que la question du développement économique ne fait pas partie des prérogatives de la commune, cela ne fait pas partie de nos responsabilités. Aujourd'hui, le développement économique revient au territoire. Pour autant, j'ai toujours considéré que c'était important pour le Maire que je suis d'avoir une relation directe avec les commerçants même si ce n'est pas de notre responsabilité. C'est pour cela qu'avec le Grand-Orly Seine Bièvre, nous faisons régulièrement nos petits-déjeuners des commerçants et des entreprises afin de les rencontrer et de pouvoir discuter

avec eux de leur situation et relayer certaines demandes, ou accompagnements, à faire auprès du territoire.

Nous sommes dans cette démarche et dans cette logique. Après, Monsieur Panetta, vous posez des questions auxquelles nous vous apportons des éléments de réponse, il faut les entendre. Notamment, Mme Nadine Luc a fait part de la démarche de zonage. Je veux bien qu'elle réexplique une deuxième fois puisqu'il y a des zones où il y a possibilité de parking en sous-terrain. Je vous rappelle que sur Choisy centre, c'est 800 places de parking, ce qu'il n'y a pas dans d'autres zones, et notamment la zone II. Cette zone II ne compte que des parkings en surfaces qui sont là pour permettre une rotation et que justement les usagers ou les clients de ces commerces puissent s'arrêter et consommer. C'est l'idée, mais peut-être faut-il réexpliquer une fois, Madame Luc.

**M<sup>me</sup> Luc :** Monsieur le Maire, vous avez répondu sur le zonage. Par rapport à la tarification, une politique publique doit être équitable. S'ils étaient soumis à la règle commune, ces commerçants payeraient plus de 375 € par mois. Vous, moi, les Choisyens, ou non d'ailleurs, quand ils stationnent, ils payent une redevance. Il me semble que par rapport à cela, par rapport aussi à la tarification des parkings en souterrain qui est de 67 €, 50 € est une moyenne tout à fait acceptable.

**M. le Maire :** C'est un bon tarif. C'est ce que nous proposons dans cette délibération que je vous propose d'adopter pour ceux qui le souhaitent.

*La délibération n° 21 est adoptée à la majorité (28 pour, 11 abstentions).*

## POPULATION

### → 22. Rapport d'activité 2018 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)

**M. le Maire :** J'espère que Madame Arnaud s'est remise de ses émotions puisque le rapport tant attendu est arrivé.

**M<sup>me</sup> Arnaud :** Ce soir, il est donc demandé au Conseil municipal de prendre acte, comme cela se fait chaque année, du rapport d'activité du syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne pour l'année 2018. Dans ce rapport qui vous est fourni en pièce jointe, vous trouvez tous les chiffres clés concernant l'activité de l'ensemble des secteurs, activités du SIFUREP.

Tout d'abord, je vous rappelle que la ville de Choisy-le-Roi a adhéré au SIFUREP en octobre 1926. La notice jointe vous rappelle également les différentes missions de ce syndicat. D'abord, le contrat de délégation du service extérieur des pompes funèbres à la société OGF qui a pris fin le 31 décembre 2018. Contrat qui a été renégocié et confié de nouveau à OGF au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Rappel des avantages pour les familles, le rapport relate :

- L'évolution de l'activité durant l'année 2018 ;
- La charge pour le SIFUREP des différents crématoriums ;
- Le SIFUREP contrôle aussi la qualité du service auprès du délégataire dans les chambres funéraires de Montreuil et de Nanterre.

Vous trouverez dans le rapport 2018 l'ensemble de l'activité du syndicat intercommunal de la région parisienne. Ainsi, dans le cadre de l'adhésion de la commune à ce syndicat, le

SIFUREP ayant transmis ce rapport à la ville, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de cette communication du rapport 2018. Merci.

**M. le Maire** : C'était très bien, il aurait été dommage de s'en priver. Merci, Madame Arnaud.

*Le Conseil municipal prend acte.*

## RESSOURCES HUMAINES

### → 23. Adhésion à la convention de participation avec le CIG petite couronne pour le risque prévoyance/personnel communal

**M. le Maire** : Cela a donné lieu à discussions, à débats en Comité technique paritaire, mais aussi avec le CIG. Madame Arnaud.

**M<sup>me</sup> Arnaud** : Il s'agit de l'adhésion à la convention de participation souscrite par le CIG petite couronne pour le risque prévoyance auprès de Territoria Mutuelle. La ville a adhéré le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à la convention de participation sociale complémentaire pour les agents communaux auprès d'Intérieure par le CIG petite couronne. Cette convention arrivait à échéance fin 2019. Le CIG a mis en œuvre une nouvelle procédure d'appel en concertation avec les DRH et, également, avec les représentants syndicaux. Procédure qui a donc été lancée le 29 mars 2019.

Rappel des critères d'analyse des offres :

- Le rapport entre la qualité des garanties et les tarifs proposés ;
- La maîtrise financière du dispositif ;
- Les moyens pour assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposées aux risques.

Au vu de l'analyse de ces offres, c'est la prévoyance Territoria Mutuelle qui a donc été retenue. Suite à cela, le Comité technique, placé auprès du CIG, a émis un avis favorable à l'unanimité pour l'attribution de cette convention et le Conseil d'administration du 25 juin du CIG a donc attribué cette convention de participation jusqu'au 31 décembre 2025. Deux formules sont proposées aux employeurs :

- la formule pack où la participation de l'employeur porte sur l'incapacité temporaire de travail, l'invalidité permanente et également le décès ;
- une formule à la carte sur l'incapacité temporaire de travail. L'agent pouvant ensuite choisir ses garanties complémentaires.

Les taux indiqués par Territoria Mutuelle sont inférieurs à ceux pratiqués à ce jour par Intérieure. Le Comité technique de la ville de Choisy-le-Roi a examiné cette question lors de sa séance du 26 novembre dernier. Il a donc été proposé de soumettre au vote du Conseil municipal l'adhésion de la ville à la convention de participation souscrite par le centre de gestion interdépartemental pour le risque prévoyance auprès de Territoria Mutuelle, représentée par Alternance Courtage.

Deuxièmement, de retenir la formule, plus souple, de l'adhésion à la carte.

Troisièmement, de retenir une assiette de cotisation qui comprend le traitement indiciaire, la NBI, et le régime indemnitaire. D'inscrire à nouveau la participation de la collectivité à 10 € mensuels par agent et enfin, de régler au CIG les frais de gestion annuels.

C'est ce qui vous est soumis ce soir, je voudrais simplement préciser que les représentants du personnel ont exprimé leur volonté que la participation de l'employeur soit renégociée à la hausse dans les mois à venir, dans le cadre du dialogue social. Cela pourra se faire en observant en particulier les montants de participation pratiqués dans les collectivités qui s'inscrivent dans cette démarche. Merci.

**M. le Maire :** Merci, Madame Arnaud. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Je n'en vois pas.

*La délibération n° 23 est adoptée à l'unanimité.*

#### → 24. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire :** Rien de bien exceptionnel, nous adoptons.

*La délibération n° 24 est adoptée à l'unanimité.*

### BÂTIMENT

#### → 25. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Énergies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) pour l'année 2018

**M. le Maire :** Patrice Diguët, y a-t-il besoin de présenter ? Je vous fais voter.

*Le Conseil municipal prend acte.*

#### → 26. Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) pour l'année 2018

**M. le Maire :** Avez-vous besoin que Bernard Athéa vous fasse une présentation ? Non, je vous remercie.

*Le Conseil municipal prend acte.*

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

#### → 27. Approbation de la convention entre le Centre National des Arts Plastiques et la commune de Choisy-le-Roi relative au dépôt d'œuvres et d'objets d'art appartenant à l'État inscrits sur l'inventaire du Fonds National d'Arts Contemporain

**M. le Maire :** Avez-vous besoin d'explications ? Tout va bien. Je vous remercie.

*La délibération n° 27 est adoptée à l'unanimité.*

#### → 28. Modification des statuts de la Régie Théâtre Paul Éluard

**M. le Maire :** C'est anecdotique. C'est le fait que le Conseil départemental ne souhaite plus siéger au sein de la Régie. Pas de remarques ? Je vous remercie.

*La délibération n° 28 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 29. Avis sur la demande de retrait de la commune d'Orly du Syndicat des communes de Choisy-le-Roi, Orly et Thiais pour les établissements scolaires du second degré intercommunaux et leurs équipements sportifs annexes**

**M. le Maire :** C'est la démarche que nous avons reportée sur le retrait de la commune d'Orly. Vous avez vu la notice, des éléments complémentaires ont donné lieu à un rendez-vous spécifique entre les trois Maires et les trois DGS pour se mettre d'accord et avoir des éléments plus précis d'explication. Les éléments ont été donnés en conférence des Présidents.

Y a-t-il des remarques sur le sujet ? Je sou mets aux voix.

*La délibération n° 29 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 30. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Il y a un certain nombre de conditions dans les articles qui ont été reformulés par la commune d'Orly et par la commune de Choisy-le-Roi auprès de Thiais.

Y a-t-il des demandes d'explication concernant les décisions L-2122-22 ? Je n'en vois pas. Je vous remercie.

*La délibération n° 30 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire :** Je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année. Nous nous retrouverons ici, dans la même configuration, le 22 janvier.

Merci à toute et à tous, bonne soirée.

*La séance est levée à 23 h 05.*